

ÉDITORIAL

Nouvelle page

Une page vient de se tourner : celle de la reconstruction. Une nouvelle page s'ouvre : celle du progrès social. Tel est, résumé en quelques mots, le sens du message que le président de la République a adressé mardi à la Nation devant le Parlement réuni en Congrès à Brazzaville.

Ce message était attendu, espéré depuis longtemps par le peuple congolais qui a consenti des sacrifices considérables afin que notre pays se dote enfin des grandes infrastructures de base sans lesquelles le développement durable auquel il aspire serait demeuré un mythe. Il devra se traduire en actes concrets dans les mois et les années à venir si l'on veut que la paix et la concorde, qui ont permis au Congo de se relever depuis le début des années 2000, continuent de régner.

Disons-le de façon claire : la nouvelle page de notre Histoire qui s'ouvre ne sera pas facile à écrire. À la différence de celle qui vient de se tourner et dont l'État fut le scribe, elle exigera de chacun d'entre nous une mobilisation de tous les instants. Dès lors, en effet, que la santé, l'éducation, l'emploi, l'aménagement du territoire figurent au premier plan des préoccupations nationales, c'est l'ensemble de la société congolaise et non la seule puissance publique qui doit agir.

Dans un pareil contexte, les citoyens lambda que nous sommes ne pourront plus attendre tout de l'État comme ils le faisaient jusqu'à présent. Ils devront s'organiser, individuellement et collectivement, pour créer la richesse qui leur permettra d'améliorer leurs conditions de vie, pour asseoir sur des bases solides le progrès auquel ils aspirent. Du haut en bas de l'échelle sociale, dans les grandes cités comme dans les humbles villages, ils devront se réunir, dialoguer, mettre leurs efforts en commun s'ils veulent combler les aspirations qui sont aujourd'hui les leurs.

Ceci ne veut nullement dire que l'État pourra se reposer sur ses lauriers mais seulement que les responsabilités seront mieux partagées et que, par conséquent, la société civile devra se montrer plus responsable de ses actes qu'elle ne le fut jusqu'à présent. Nul, en vérité, ne saurait le regretter !

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le PAR vise la présidence de la République en 2016

Le Parti pour l'action de la République mâ (PAR), que préside Anguio Nganguia Engambé, a manifesté le 11 août à Brazzaville son ambition de se représenter aux élections locales et présidentielles, lors de son premier congrès ordinaire. Ces assises couplées à sa sortie officielle a permis aux congressistes de mettre en place les instances dirigeantes du parti.

Après quatre ans de silence sur l'échiquier politique national, ce parti de l'opposition républicaine a décidé, en congrès, de se représenter aux différentes échéances électorales, notamment celles de 2014 et 2016. En effet, il entend entamer sous peu une campagne de structuration au niveau départemental afin de redynamiser le parti. Pour éviter les frustrations au sein des partis politiques, le PAR a proposé aux autres partis d'intégrer les primaires au sein de leurs formations pour que soit libre et transparente les élections. Le président de ce jeune parti a ainsi exhorté ses pairs à bannir les anciennes pratiques et d'œuvrer pour l'intérêt général.

« Le Congo aujourd'hui souffre d'une crise politique et administrative. Cela est grave pour notre peuple souverain. Le dialogue national est l'une des solutions qui marche et correspond à notre pays. Le temps est venu pour que notre parti

s'exprime avec les autres partis politiques. Notre seul but est de réfléchir, de construire et de reconstruire la nation congolaise », a déclaré Anguio Nganguia Engambé. Et d'ajouter : « Le PAR n'est pas l'ennemi du pouvoir en place, mais plutôt un adversaire politique. Il faut promouvoir la démocratie sociale et la bonne gouvernance. Pour accompagner le Congo, il faut créer des industries au niveau des départements pour résorber le chômage ; conjuguer les efforts ; anticiper à moyen terme la valorisation de la croissance commerciale ; prévoir à court terme des économies et préparer de plus grands projets pour construire et reconstruire un mieux-être pour les populations congolaises ».

« L'alternance démocratique et la pure vision du développement de la République du Congo, dans le respect de la hiérarchie, la responsabilité,

la dignité, la prudence, l'objectivité, la clarté et la précision, la sécurité, la défense, la justice et la paix à l'unité nationale et internationale sont des atouts majeurs de la démocratie », a été le thème choisi par les organisateurs, dont le message prône la démocratie sociale et pacifique. L'emblème du parti est représenté par l'eau, le balai traditionnel de la sagesse, et une horloge.

Au cours des travaux, les congressistes ont procédé à l'aménagement du bureau exécutif national composé de seize membres, à la mise en place de la commission nationale de contrôle et de suivi de quatre membres, le bureau des arrondissements de Brazzaville et de l'île Mbamou, et les bureaux exécutifs départementaux de 10 membres pour cinq départements.

Les délégués départementaux présents au congrès ont été d'office élus membres des bureaux départementaux. Notons que tous les membres du bureau exécutif absents au congrès ont été exclus conformément au règlement intérieur, à l'exception de deux membres.

Josiane Mambou Loukoula

Le M.C.U appelle à l'application stricte des accords de Dolisie

Bien qu'il soit créé après la tenue de cette concertation politique, organisée en 2013 à Dolisie, dans le département du Niari, le Mouvement Congo Uni (MCU), s'inscrit parmi les partis qui exigent le respect strict des conclusions arrêtées à l'issue dudit dialogue politique. Cette exigence vise à garantir la tenue prochaine des élections libres, transparentes et apaisées.

Le MCU a lancé cette invite, le 11 août à Brazzaville, au terme de la réunion patronnée par son président Purhence Etoula Pominoko. Le MCU a saisi l'opportunité pour analyser en profondeur la situation politique nationale et internationale. C'est en tenant compte de ce décryptage qu'il

a lancé un vibrant appel à la classe politique congolaise pour le respect scrupuleux des résolutions adoptées à l'issue de cette concertation politique de Dolisie. Le but poursuivi par cette formation politique, en exigeant cela, étant de garantir la tenue, dans les jours à venir, des élections locales transparentes et apaisées, qui fera le consensus de tout le monde.

« Bien que n'ayant pas pris part à cette messe politique, le Mouvement Congo Uni reste favorable à l'application intégrale de ces accords, pour des élections apaisées et transparentes, impliquant toute la classe politique », relève le compte rendu de cette réunion. Également, pour préserver la paix acquise sur l'en-

semble du pays, le Mouvement Congo Uni a invité les parlementaires et la classe politique à prendre conscience du caractère ambigu de la nouvelle loi que le gouvernement leur a soumise. Diverses questions ont aussi été abordées lors de cette réunion. Qu'il s'agisse des questions internes ou de l'actualité internationale, le MUC a tenu à donner son point de vue. C'est ainsi qu'il a salué la tenue, le mois dernier à Brazzaville, du forum sur la paix consacré à la situation sociopolitique en Centrafrique. Par ailleurs, il invite la communauté internationale à tout mettre en œuvre pour combattre le mouvement armé Boko Haram qui sévit au Nigéria et dont les acations

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

MESSAGE SUR L'ÉTAT DE LA NATION

Denis Sassou N'Guesso : «Le sang et les larmes des autres ont trop coulé. ça suffit !»

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a délivré son traditionnel message sur l'état de la nation, le 12 août au Palais des congrès, devant les parlementaires, les membres du gouvernement, les ambassadeurs accrédités au Congo et les autres corps constitués nationaux.

On peut parler d'un discours convaincant dans une salle conquise au chef de l'État. Pour preuve : les salves d'applaudissements qui ont ponctué son discours. En effet, le président Denis Sassou N'Guesso, a insisté sur la nécessité pour les Congolais de maintenir la stabilité sociale, gage indéniable pour le développement d'un pays. Y a-t-il meilleur morceau choisi qui, dans ce discours présidentiel, résume l'état du Congo ? Sauf quand Denis Sassou N'Guesso dit : « Aujourd'hui, l'activité nationale progresse de façon régulière... La paix est durablement établie. Le spectre de la violence est à jamais éloigné. Les institutions politiques remplissent convenablement leur office conformément à leurs missions. Notre démocratie

s'affermi chaque jour. L'économie nationale est en pleine croissance. Nos finances sont assainies et affichent désormais des excédents. La condition sociale d'ensemble s'améliore progressivement ». Un paragraphe qui fait monter l'applaudissement dans la salle. Et le chef de l'État d'insister sur ce qu'il a nommé «des évidences» lorsqu'il affirme : « jamais auparavant, nous n'avons construit, bâti et équipé notre pays à un rythme aussi soutenu qu'aujourd'hui. »

Quelle démocratie faut-il pour le Congo ?

Le chef de l'État y est allé à pas feutrés, comme d'habitude, conscient de la polarisation de l'actualité nationale. Un discours dans lequel il ménage certaines sensibilités, met de l'eau dans le vin. « Il n'y a d'action économique performante, de modernisation conséquente du pays, d'avancée sociale régulière, de politique extérieure efficace que si elles sont soutenues et portées par un État organisé et stable. (...) c'est cette forme de démocratie que nous sommes en train de bâtir. Démocratie que cha-



Une vue partielle de la salle des congrès

cun de nous appelle de tous ses vœux : une démocratie apaisée, fraternelle, où chaque citoyen exprime librement ses opinions ; où les grands débats qui déterminent la vie de la nation sont tranchés par le peuple. »

À ce niveau du discours, acteurs politiques, de tous bords, observateurs indépendants, partisans ou citoyen averti, au Palais des congrès ou ailleurs, avaient déjà pris la mesure du message au regard du climat politique ac-

tuel dans le pays. Pour ne parler que du Palais des congrès, une partie de la salle s'est mise debout pour applaudir longuement le président de la République à l'exception des opposants insensibles à tout propos. Et au chef de l'État de renchérir : « Nous ne voulons pas de la démocratie de l'invective. Celle qui se nourrit du sang et des larmes des autres. Le sang et les larmes des autres ont trop coulé dans ce pays. Nous disons : ça

suffit ! » Une mise en garde du chef de l'État contre tous ceux dont l'esprit est hanté par l'idée de la violence. On dira tout de ce discours : qu'il est économique, social, politique, divers, etc. Mais on retiendra son fond patriotique comme il en ressort dans cet extrait : « Évitez d'enfermer le Congo dans le piège des égoïsmes. Plaçons les intérêts supérieurs du peuple et de la nation au-dessus de tout ».

Roger Ngombé

ENQUÊTE

Les Congolais déçus par les prestations des banques

Pour satisfaire la clientèle et soigner leur image, les banques au Congo, entreprennent diverses actions telles que la rénovation des locaux ou l'amélioration de l'accueil. Des efforts jugés insuffisants et qu'il convient d'accroître car une enquête menée auprès des Congolais révèle que nombreux d'entre eux sont peu satisfaits des services que proposent les banques installées dans leur pays. Et pour cause.

En effet, l'étude a été conduite par le cabinet 2R Consulting au mois de Juin auprès d'un échantillon de 1511 clients des banques que sont : la BCH (Banque congolaise de l'habitat), la BCI (Banque commerciale internationale), la BGFI, la Banque Postale, le Crédit du Congo, Eco-bank, la LCB (La congolaise des banques), la Société Générale, et de UBA (United bank for Africa) à Brazzaville et Pointe Noire.

Si la majorité des sondés, (70,75%), estime que les locaux de leurs banques sont modernes, ils sont moins nombreux qui les trouvent adaptés aux services rendus soit 51,82%. Cela peut s'expliquer par la faible capacité d'accueil malgré les efforts de modernisation et les problèmes d'organisation de l'accueil de la clientèle.

58,22% des personnes interrogées pensent aussi que le personnel bancaire travaille dans de bonnes conditions. Ce qui exclut le problème de matériels que l'on pose dans d'autres structures. 59,28% apprécient également la manière dont le personnel bancaire s'habille. Ce qui est positif pour l'image des banques. Aussi, il ressort particulièrement que les clients n'apprécient pas beaucoup le comportement et les

attitudes du personnel des banques. En effet, pour la majorité des sondés (52,46%), les employés ne sont pas disposés à aider les clients. Pour 50,54% des personnes interrogées, ils ne sont pas très réactifs. Pour de nombreux clients (soit 45,05%), leur banque ne leur accorde que peu d'attention.

L'étude signale que le personnel bancaire est également perçu comme étant peu amical (56,08%). Presque autant (55,88%) de clients sondés ne sont pas convaincus du respect affiché par le personnel bancaire. Seuls 48,17% des clients estiment que le personnel bancaire est compétent. Dans ces conditions matérielles (locaux peu adaptés) et organisationnelles (comportement et attitudes des salariés), il n'est pas étonnant de constater que le temps d'attente soit un problème pour près de 57,93% des personnes interrogées.

Une offre de service encore peu développée

D'autres maux semblent affecter la qualité de la relation que les banques entretiennent avec leurs clients. L'étude cite une offre de services encore peu développée. Sur les possibilités de financement offertes à

leurs clients, moins de la moitié des sondés (47,65%) estiment que leur banque en offre beaucoup. La variété de l'offre de services bancaires n'est appréciée que par 50,96%. Il convient aussi de noter qu'il s'agit d'un attribut qui n'est pas forcément bien connu des clients. L'enquête relève que seuls les clients ayant des besoins plus élaborés ou ceux qui sont beaucoup plus curieux peuvent bien apprécier la variété d'une offre bancaire.

Elle articule autour du nombre d'agences bancaires estimé encore trop faible. Pour moins de la moitié des répondants (47,18%), il y a peu d'agences bancaires. Les réponses sont forcément hétérogènes dans la mesure où cela dépend aussi de la taille de la banque et de son ancienneté. L'étude souligne les difficultés de communication avec les banques. La gestion des contacts avec les clients pose également problème. 57,12% des clients pensent en effet qu'il est difficile de joindre quelqu'un de leur banque au téléphone. Les dysfonctionnements matériels sont répertoriés. Ils sont également plus de la moitié (55,47%) à juger que les distributeurs sont souvent en panne.

De façon globale, les Congolais restent encore peu satisfaits de leurs banques. En effet, sur les 1.511 personnes interrogées, seules 24,60% affirment être satisfaites de leur banque et 26,86% se disent très satisfaites, soit un total de 51,46%. Le résultat de l'enquête n'est pas ré-

jouissant pour les banques puisque l'on considère qu'un résultat est bon à partir de 75%. Aucune banque n'atteint le score de 70% ! Conséquence : seuls 51,53% des clients souhaitent rester longtemps en relation avec leur banque et 51,23% pensent pouvoir recommander leur banque à d'autres personnes.

Les banques congolaises jugées peu honnêtes

La confiance est au cœur de toute relation commerciale. Or celle-ci demeure particulièrement faible dans le secteur bancaire congolais. Seuls 47,24%, soit moins de la moitié des personnes interrogées, affirment que leur banque respecte ses promesses. Il y aurait donc un problème de fiabilité des banques congolaises.

De même, seuls 45,04% estiment que leur banque les rassure en cas de problème. Or l'assurance du client constitue l'un des critères de satisfaction dans les services. La sincérité des banques est aussi sujette à caution dans la mesure où seuls 41,61% pensent que leur banque est sincère. Ce qui implique que plus de 58,39% ne sont pas convaincus de la sincérité des banques.

Seuls 46,63% des sondés jugent leur banque honnête. Ce qui implique que la majorité n'est pas convaincue de l'honnêteté des banques. Seuls les relevés des opérations bancaires reçoivent une plus grande appréciation de la part des clients, soit 50,93% des répondants. Ce résultat

n'est pas non plus très rassurant car cela signifie qu'un gros pourcentage des sondés reçoit des relevés avec erreurs. Or, il s'agit d'un des aspects les plus maîtrisables des prestations bancaires aujourd'hui.

Au moment où le gouvernement parle de l'amélioration du taux de bancarisation au Congo, il est plus que temps pour les autorités de régulation et les banques de prendre ce problème à bras le corps.

Vaut mieux être client à Brazzaville qu'à Pointe-Noire !

Les Brazzavillois apprécient les éléments physiques (locaux, tenue vestimentaire) de la prestation bancaire mieux que les Ponténégrins. La confiance, l'assurance et le respect des clients sont également moins bien notés à Pointe-Noire qu'à Brazzaville. Cette différence s'observe aussi au niveau de la valeur perçue des prestations, c'est-à-dire le rapport qualité-prix. Seul le nombre des guichets automatiques est mieux apprécié par les Ponténégrins.

Notons que cette étude qui porte sur 1511 clients de banques congolaises, est basée sur la méthode des quotas. La base des quotas c'est la taille de la banque avec un ajustement pour les banques les plus récentes. 2R Consulting est un cabinet chargé des études économiques et stratégiques. Il est dirigé par le professeur Paul Valentin Ngobo, professeur agrégé des universités, université Paris-Dauphine, France.

Nancy France Loutoumba

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT DE CADRES INFORMATIENS ET BANCAIRES DE HAUT NIVEAU DE NATIONALITE CONGOLAISE POUR LE LANCEMENT ET LE FONCTIONNEMENT DE LA BANQUE SINO-CONGOLAISE EN CREATION

1-La République du Congo, les actionnaires publics et privés congolais et la Banque Agricole de Chine (6ème banque du monde) ont signé le 12 juin 2014 à Beijing (République Populaire de Chine) un Protocole d'Accord relatif à la création d'une banque universelle installée au Congo et dont le siège sera à Brazzaville.

2-Cette banque sera dotée d'un capital consistant et aura une vocation nationale puis régionale.

3-Pour mettre en œuvre le Protocole d'Accord susmentionné, une « Task Force » mixte sino-congolaise est en cours de constitution. Elle aura pour mission de mener des actions devant aboutir à la création effective de cette banque.

4-Le Projet PCIF, sis au 96 bis Avenue Charles de Gaulle, 1er étage de l'Immeuble Ebatha, Plateau centre-ville, Brazzaville, est chargé du recrutement des cadres congolais de qualité qui feront partie de cette équipe mixte. Selon leur performance, ils seront reversés dans les effectifs de la future banque.

5-Dans un premier temps, le recrutement concerne les compétences suivantes :

- Un ingénieur informaticien spécialisé dans le développement de logiciels. Ce dernier doit détenir au moins un Master en informatique (Bac+5), connaître l'environnement IBM CICS, pratiquer le langage C et maîtriser la technologie Microsoft .net . Il doit avoir une expérience de cinq (5) ans au minimum dans le développement des applications informatiques, de préférence dans le domaine bancaire. Une maîtrise

du logiciel Sopra Banking Amplitude, des opérations bancaires et de l'anglais est un plus. Ce cadre sera appelé à travailler dans un centre informatique à Guangzhou en Chine avant le déploiement de la solution au Congo.

- Un ingénieur informaticien spécialisé dans la base de données. Il doit être titulaire au moins d'un Master en informatique et avoir une expérience de cinq (5) ans dans la conception et la gestion des bases de données Sybase et Oracle. Une certification dans ces deux technologies est nécessaire. Une connaissance du logiciel Sopra Banking Amplitude, des opérations bancaires et de l'anglais est un plus. Ce cadre sera appelé à travailler dans un centre informatique à Guangzhou en Chine avant le déploiement de la solution au Congo.

- Un cadre comptable de haut niveau spécialisé dans la comptabilité bancaire. Les diplômes requis sont : expertise comptable, MSTCF, DESCF, DSCG, ou équivalents. Une maîtrise du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) de la COBAC et des dispositions comptables de l'OHADA est indispensable. Une connaissance de l'informatique et de l'anglais est un plus. Il sera appelé à seconder le Directeur Financier et Comptable. Ce cadre sera responsable du volet comptable de l'application informatique qui sera développé à Guangzhou en Chine avant son déploiement au Congo.

- Un cadre commercial de haut niveau maîtrisant à la fois le corporate banking et le retail banking. Il doit détenir un Master en banque et surtout avoir une expé-

rience commerciale d'au moins cinq (5) ans. Il sera chargé de la mise en œuvre de la stratégie commerciale de la banque et est appelé à diriger l'une des deux directions commerciales. La connaissance de l'informatique et de l'anglais est vivement souhaitée. Il participera également aux travaux de développement de l'application informatique à Guangzhou en Chine.

6-Les candidats sont invités à faire acte de candidature en envoyant au Projet PCIF uniquement par mail (uotsoan@yahoo.fr) avant le 15 août 2014, un dossier sous format PDF comprenant :

- Un curriculum vitae (CV), daté et signé : présentation du candidat, sa formation scolaire et universitaire et surtout son expérience professionnelle.

- Une lettre de motivation d'une page au plus.

7-Les candidats retenus pour les entretiens seront informés par mail et par téléphone les 16 et 17 août 2014.

8-Les candidats éligibles retenus résidant au Congo seront reçus en entretien de recrutement les 19 et 20 août 2014, de 10 H à 19 H au siège du Projet PCIF à l'adresse susmentionnée. Quant aux candidats résidant à l'étranger, notamment en France, ils seront reçus au Hilton Roissy Charles de Gaulle, le 21 août 2014 de 12 H à 18 H (Contacts : +33 6 12 01 74 73 ou 06 42 11 83 85).

9-Pour tout renseignement supplémentaire, appeler aux numéros suivants : (+242) 06 675 10 48 ou (+242) 06 676 13 46. /-

Total E & P Congo réhabilite un bâtiment de 6 Salles de classe au collège de Sibiti

La cérémonie de remise du bâtiment rénové de six salles de classes du collège Jean Jacques Mouaya de Sibiti aux autorités de cette ville a eu lieu le 8 Août en présence des autorités locales.

Après plusieurs mois de travaux effectués, Gastar Ondongo Tsimba, chef de division développement durable à Total E & P Congo a remis officiellement les six salles complètement rénovées, 200 tables bancs et des sanitaires moderne aux autorités de Sibiti, représentées Pascal Allat Obambi, secrétaire général de la communauté urbaine de Sibiti qui avaient à ses côtés les responsables de l'enseignement, des administrations concernées et les chefs de quartiers. Ce geste vivement saluée par les autorités de Sibiti et sa population s'inscrit dans la démarche sociétale de la Société pétrolière mais aussi accompagne la politique de municipalisation accélérée du président de la République et dont Sibiti va accueillir ce 15 Août les festivités de l'An 54 de l'indépendance.

« Nous contribuons au développement de l'éducation en mettant en place des programmes ou dispositifs non seulement qui permettent les conditions adéquates d'études pour les élèves et les étudiants mais également ce que nous avons appelé le dispositif « classes renforcées » qui permet de sélectionner les meilleurs élèves du pays pour le suivi pendant trois ans au lycée Victor Augagneur de Pointe-Noire pour passer à la fois le Bac S français et le Bac C congolais. Cette année pour le concours d'entrée, nous avons reçu 653 dossiers pour 60 places. Nous espérons à l'issue de ces épreuves avoir les 60 meilleurs », a dit Gastar Ondongo Tsimba, chef de division développement durable à Total E & P Congo. Il a ensuite rappelé la politique sociétale de Total E & P Congo axée sur trois éléments essentiels à savoir réduire les impacts des



différentes activités « En tant qu'industriels, nous avons des impacts positifs et négatifs. Nous essayons de maximiser les impacts positifs notamment en termes d'emploi et minimiser les impacts négatifs. Nous avons à contribuer au développement économique du pays qui nous reçoit et dans le cadre de Total E & P Congo, contribuer au développement économique du Congo. Nous devons le faire en partenariat avec les institutions privées ou publiques, Ong et autres. Il s'agit pour nous de mettre en évidence les responsabilités sociétales d'entreprise. On est une entreprise industrielle qui travaille dans un pays et qui doit pouvoir s'intégrer dans la marche en avant de ce pays. C'est ce nous essayons de faire à travers notre politique de développement durable ».

De son côté, Pascal Obambi Allat, secrétaire général de la Communauté urbaine de Sibiti a renchéri « Nous exprimons un sentiment de satisfaction du fait que Total vient d'aider la communauté urbaine de Sibiti à rénover le collège, on ne peut que se réjouir surtout en ces moments où Sibiti est à l'honneur pour

le 54^e anniversaire de l'indépendance ». Aussi, a-t-il promis veiller à l'entretien du bâtiment par le biais de ses services. Selon Laurent Alexandre Mapa, directeur départemental de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation de la Lékoumou « Durant des années nous avons cherché en vain des crédits. Avec ce que vient de faire Total E & P Congo, c'est un soulagement pour nous car le collège Jean Jacques Mouaya construit dans les années 1969-1970 n'a jamais été rénové avec des bâtiments devenus complètement vétustes offrant des conditions d'apprentissage des plus médiocres aux enfants ».

En se réjouissant, de l'acte posé par Total E & P Congo, Aurelien Dibangou, directeur du collège Jean Jacques Mouaya a dit en guise de remerciement « L'école est un lieu d'apprentissage pour les enfants. Nous espérons que la collaboration établie avec Total va se poursuivre les mois à venir. D'ores et déjà, avec ces conditions de travail améliorées, nous promettons aux dirigeants de Total que les résultats scolaires seront améliorés l'année prochaine ».



IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

« Quelles que soient les ressources d'un pays, si vous n'avez pas un ensemble de lois, le respect pour les droits civiques et les droits de l'homme, si vous n'avez pas de liberté d'expression (...), il est très rare qu'un pays réussisse dans la durée... »

Barack Obama, président des États-Unis, Oeil d'Afrique, 29 juillet 2014

« La crise de la démocratie représentative est mondiale, ce dont témoignent l'abstention, la vigueur des mouvements contestataires et la montée du populisme. »

Driss El Yzami, président du Conseil national des droits de l'homme (Maroc), Jeune Afrique, 5 août 2014

« La matière première de l'enseignement, c'est ce fichu facteur humain, si difficilement contrôlable. »

Jean-Paul Brighelli, agrégé de lettres et Normalien (France), Le Point, 2 août 2014

« Les dirigeants africains actuels ont une peur bleue de la jeunesse qui par principe aspire au changement à l'opposé des anciens qui sont dans leur grande majorité des conservateurs. »

Abdoul Karim Sango, juriste, membre de la Commission électorale nationale indépendante, Le faso.net, 7 août 2014

« Dans la rue, les gens m'alpaguent, ils se sentent des droits sur moi. Et les journalistes se croient tout permis, comme des vaches sacrées. C'est dur, la politique. C'est un monde ultra-violent. »

Jean-Luc Mélenchon, homme politique français, Front de gauche, slate.fr, 26 juillet 2014

ENTREPRENEURIAT RURAL

Le centre Songhaï de Louvakou pose ses premiers jalons

Mis en œuvre dans le but de favoriser l'accès des démunis à l'entrepreneuriat rural à travers la formation des jeunes, la production et la transformation des produits d'agriculture, d'élevage et de pisciculture au Congo, le centre Songhaï de Louvakou qui a démarré ses activités en février dernier suscite déjà la curiosité des visiteurs

La ministre des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité, Emilienne Raoul, a visité le 7 août ce centre réalisé par le Projet d'appui à la réinsertion socioéconomique des groupes défavorisés (Parsegd), cofinancé par le gouvernement congolais et la Banque africaine de développement. Sur une étendue de 200 hectares mise en valeur depuis le mois de juillet 2011, germent déjà quelques productions. En effet, le centre dispose actuellement de 10 hectares de soja récolté dont la production est estimée à 20 tonnes ; 1000 m² de maïs, 2 tonnes d'arachide gousse produite sur 2 hectares ; 3 hectares de maraichage dont 1,5 hectares en phase de production.

La production animale qui devrait intervenir après les récoltes a finalement démarré depuis six mois avec la réception précoce de 44 porcelets d'environ 20 kg ; 90 ovins-caprins ; 5 aulacodes. « Après six mois d'élevage, les résultats suivants ont été obtenus : 44 porcs d'environ 120 kg de poids moyen dont 29 en gestation et une mise bas d'une portée de 10 porcelets ; 80 ovins-caprins dont 5 mises bas enregistrées, 80% des femelles gestantes », a expliqué le coordonnateur du centre, Thierry Tanguy.

Au niveau de la production d'aliments de bétail, 40 tonnes d'aliments porc avec des ingrédients locaux et importés et 10 tonnes d'additifs concentrés pour ovins-caprins ont été produits. S'agissant de la formation, quinze jeunes apprenants sont admis au centre Songhaï de Louvakou. En dépit de cette moisson jugée bonne par les autorités, ce centre est aussi confronté à quelques problèmes. C'est ce qui justifie le non démarrage des activités liées à la production piscicole. En effet, cette activité n'a pas pu voir le jour par manque d'eau dans les étangs. Sa réalisation est tributaire de la construction d'une digue. Les autres difficultés sont



Une vue des moutons

liées au manque de financement qui ne permet pas la prise en charge des agents. Qu'à cela ne tienne, le coordonnateur du centre qui est un ancien agent d'Agri-Congo entend multiplier sa production dans les six prochains mois. « Dans six mois, le centre aura 500 porcelets, 500 tonnes d'aliments », a promis Thierry Tanguy.

Le Centre communautaire d'incubation des entreprises rurales de Louvakou, situé à environ 28 km de Dolisie, chef-lieu du département du Niari a été lancé au même moment que le centre Songhaï d'Otsendé, dans la Cuvette, en s'inspirant de l'expérience béninoise où le centre Songhaï est basé à Porto-Novo. À Louvakou, la ministre Emilienne Raoul était accompagnée du sous-préfet d'Oyo, Roger Louzaya Mamingui qui a eu des mots justes pour apprécier le travail abattu dans le Niari. « Le centre de Louvakou a un jumeau qui s'appelle le centre Songhaï d'Otsendé dans le département de la Cuvette. Je suis très consolé par l'expérience, la manière et la sagesse du coordonnateur qui en six mois a fait des choses qu'on aurait pu faire pendant une période encore unimaginable », s'est-il exprimé, invitant le coordonnateur de Louvakou

L'inauguration suspendue à l'élaboration des textes

Emilienne Raoul dont la dernière visite à Louvakou remonte à février dernier, a félicité toute l'équipe du centre pour le travail abattu puisque rien n'était gagné d'avance. « Lorsque je suis passée ici il y a six mois, je disais qu'il faudrait qu'on instaure des échanges au niveau des deux centres pour adopter les meilleures pratiques. Nous avons visité, il y a eu beaucoup d'améliorations sur certains points que j'avais soulignés la dernière fois », a-t-elle indiqué. S'engageant à déployer des efforts supplémentaires pour soutenir le centre, la ministre des Affaires sociales espère que les autres départements ministériels emboîteront le pas en se partageant des tâches afin de faire avancer cette œuvre qu'elle a lancée. Elle entend, par ailleurs, apporter des solutions immédiates à certaines préoccupations posées par la coordination du centre. Quant à l'inauguration officielle, Emilienne Raoul a précisé qu'elle était suspendue à la publication des textes qui sont en cours d'élaboration au cabinet afin de donner un cadre juridique à cet établissement.

Parfait Wilfried Douniama

Le souvenir de la perte d'un autre moi et la douleur que je ressens ne peut être effacée ni par le temps ni par les éphémères moments de joie. 13 août 2012 - 13 août 2014, voici deux (2) ans que Dieu a rappelé à lui ma très pieuse fille Risa Sévérine Mounka.

En cette date de méditation mes enfants, mes petits fils, et moi-même remercions sincèrement ceux qui nous ont soutenu avec le cœur en ce dur moment et les invitons à prier pour que l'âme de la disparue puisse bien accomplir d'autres missions que le Seigneur lui a confiées. Une messe sera dite en sa mémoire à la paroisse Fatima à Mpila ce dimanche 17 août 2014 à 9h00. Ma fille nous ne t'oublierons jamais Jean Paul Tsoumou

IN MEMORIAM



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
EP14	Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication	4 jours	05 au 08 août 2014
EP05	Techniques de rédaction administrative	5 jours	18 au 22 août 2014
GMP02	Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et services)	5 jours	25 août au 29 août 2014

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org
Site web : www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo



PERSPECTIVES D'AVENIR
FONDATION
UNE VISION POUR L'AVENIR

FORUM DE L'ORIENTATION

UNIVERSITAIRE ET PROFESSIONNELLE

1^{ère} Edition

TESTS
DE
SÉLECTION
•
INSCRIPTIONS
•
BOURSES



FOUP 2014

SE FORMER AVEC UNE PERSPECTIVE
D'EMPLOI

26-27 août 2014
Hôtel LEDGER - Brazzaville

29-30 août 2014
Hôtel ELAIS - Pointe-Noire

ENTREE LIBRE & GRATUITE

Tél: +242 222 81 20 20
info@perspectivesavenir.org



Ne Perdez Plus VOTRE REPERTOIRE AVEC WARID PROTECT





Avec **Warid Protect**, sécurisez toutes vos données téléphoniques (répertoire, photos, vidéo, etc.).

Pour l'activation, composez *4343*1*1# OK /YES

Coût : 400 fcfa/mois*

* Plus coûts de navigation en cas échéant



WARID
Passer à l'action

www.waridtel.cg
04 400 01 23 ou 123
Warid Congo SA





**Assurances et
Réassurances du
Congo**

Nous vous accompagnons
pour tous vos besoins en
assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE	ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE	ASSURANCE TOURISME (Chauffeurs, Montages et Essais)
ASSURANCE MALAIRE	ASSURANCE INGÉNIEUR
ASSURANCE VOYAGE	ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
ASSURANCE TRANSPORT	ASSURANCE SCOLAIRE
ASSURANCE GLOBALE BANQUE	

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise
des maintenant!



le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

Acer Aspire E1-570



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

Acer Celeron (Couleur Rouge)
Acer Celeron (Couleur Grise)



Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC




CENTRAFRIQUE

La situation reste incertaine

Alors qu'on espérait que l'application de l'accord de Brazzaville avec la nomination le 10 août par la présidente centrafricaine, Catherine Samba Panza, d'un nouveau Premier ministre en la personne de Mahamat Kamoun, allait susciter l'espoir d'un retour à la paix, l'attitude adoptée par la Seleka dont les membres grincent déjà les dents suite à la désignation de Mahamat Kamoun comme Premier ministre de transition en remplacement d'André Nzapayéké commence déjà à inquiéter.

La coalition des ex-rebelles a manifesté son indignation concernant la nomination de Mahamat Kamoun et fait savoir le 11 août qu'elle ne participera pas au prochain gouvernement. Elle déplore que le nouveau chef du gouvernement soit désigné avant que les responsables de ce mouvement aient déposé le nom de leur candidat. « *Le bureau politique de la Séléka a pris connaissance à travers les médias de la désignation d'un nouveau Premier ministre. Madame Catherine Samba Panza n'a pas jugé opportun de s'enquérir de notre avis. La Séléka - nous contrôlons une bonne partie de la République centrafricaine - mérite mieux que cela. Donc, la Seleka ne participera pas au prochain gouvernement* », a annoncé le porte-parole de la coalition.

De bonnes sources indiquent que la présidente de transition avait demandé à toutes les entités politiques de lui proposer un nom de candidat pour la primature. Mais la Seleka n'a pas eu le temps de la faire à cause de ses divisions internes. En réalité, les responsables de la Seleka n'ont pas de reproches et autres critiques à faire contre la personnalité de Mahamat Kamoun, mais ils déplorent la mé-

thode utilisée pour désigner le nouveau Premier ministre.

Malgré cela, la nouvelle du refus de la Seleka de participer au gouvernement suscite des craintes au sein de la population. Les Centrafricains redoutent notamment que cette « raison » évoquée ne serve d'alibi en vue de la reprise des hostilités au moment où la situation est non moins explosive dans le pays malgré la relance de la transition politique. Agir de la sorte, ne profiterait d'après eux à personne lorsqu'on sait que les violences entre groupes armés qui sont toujours quotidiennes ont déjà fait près d'un million de déplacés.

En janvier dernier, l'élection de Catherine Samba-Panza avait suscité les espoirs de voir la situation s'améliorer en RCA, mais les efforts des autorités de transition et des forces militaires internationales déployées pour assurer la sécurité n'ont pas suffi jusqu'à ce jour pour enrayer la spirale de violence dans le pays.

La communauté internationale dénonce chaque fois les multiples violations des droits de l'homme perpétrées par les anti-balaka (anti-machettes), milices d'autodéfense chrétiennes et celles de la Séléka, composée majoritairement de mu-

sulmans ainsi que d'autres groupes rebelles. Les organisations humanitaires soulignent leurs difficultés à aider la population.

La crise centrafricaine ne fait que perdurer et l'on peut se demander quand ce pays retrouvera-t-il la paix. Cela dit, parce que depuis la chute du président François Bozizé en mars 2013, la Centrafrique est toujours en proie au chaos. La démission de l'ex-chef rebelle et président par intérim Michel Djotodia, avait certes relancé la transition, mais depuis lors, le pays est toujours confronté aux affrontements armés entre milices rivales.

Chronologie des faits ayant marqué la crise centrafricaine

La coalition rebelle Séléka pris le contrôle de Bangui le 24 mars au

approuve le 29 octobre l'envoi de troupes en RCA.

Malgré cela, les éléments de la Seleka au pouvoir continuent de semer la terreur parmi les paisibles citoyens. C'est ainsi que dès le 19 novembre, des milliers de villageois fuient de nouveaux affrontements dans le centre-ouest entre la Séléka, et des anti-balaka. Quelques jours plus tard, notamment le 1er décembre, Michel Djotodia dément que son pays se trouve au bord d'un génocide et d'une guerre civile interconfessionnelle.

Le 5 décembre des affrontements entre ex-Séléka et anti-Balaka font une vingtaine de morts et plusieurs dizaines de blessés dans la capitale, obligeant ainsi les troupes françaises

contre la population musulmane. Une décision est prise le 16 février pour lancer une vaste opération contre ces milices dites d'auto-défense.

Le climat qui prévaut à Bangui n'empêche pas le président français François Hollande d'effectuer le 28 février une seconde visite en Centrafrique depuis le déclenchement de l'opération Sangaris dont les effectifs ont été portés à 2.000 hommes puis à 6000. Le 3 mars, l'ONU recommande le déploiement de près de 12.000 Casques bleus dans ce pays. La date du 21 mars est aussi à retenir. Ce jour-là, les anti-balaka se sont dits prêts à déposer les armes et à aller à la réconciliation avec les musulmans au cours d'une rencontre à Bangui avec la ministre centrafricaine en charge de la Communication et de la Réconciliation. Malheureusement, le 25 du même mois, une nouvelle flambée de violences fera une soixantaine de morts dans la capitale.

L'ampleur des violences contraint le Conseil de sécurité d'autoriser à la date du 10 avril le déploiement de 12.000 Casques bleus, chargés de former les éléments de la Minusca. Le 16 avril, le Tchad achève le retrait de son contingent au sein de la Misca, décidé après que l'ONU eut accusé les soldats tchadiens d'avoir tué au moins 24 civils à Bangui. Ce que N'Djamena avait dénoncé comme une « campagne malveillante ». Avant la fin du même mois d'avril, environ 1300 musulmans réfugiés dans les périphéries de la capitale centrafricaine ont été escortés par la Misca vers le Nord. Le 30 avril la force de l'Union européenne, l'Eufor-RCA, composée de 200 hommes, se déploie sur l'aéroport de Bangui. Cette force doit à terme compter 800 hommes.

La présence des forces internationales n'empêche pas la poursuite des violences puisque le 28 mai, près d'une vingtaine de personnes seront encore tuées dans une attaque, à la grenade et à l'arme automatique, dans l'église Notre-Dame de Fatima à Bangui, où étaient réfugiés des milliers de déplacés. Le jour suivant, le Premier ministre André Nzapayéké dénonce « un complot » de la part d'hommes politiques proches du pouvoir, qui serait, selon lui, à l'origine du dernier regain de violences. La présidente de transition réagit le 1er juin sur ces violences qu'elle impute à des « manipulations politiques » Le 27 juin, au moins 70 personnes périssent dans des combats opposant les anti-balaka aux ex-séléka, à Bambari. Le 23 juillet, les protagonistes de la crise centrafricaine signent l'accord de cessation des hostilités à Brazzaville. Suite à cet accord, André Nzapayéké démissionne le 5 août et est remplacé le 10 août par Mahamat Kamoun, de confession musulmane.

Nestor N'Gampoula

Ce 13 août, la République centrafricaine célèbre le 54^e anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. Hier soir, la présidente de la Transition s'est adressée au peuple centrafricain dans un discours radio-télévisé. Le processus de pacification du pays, la restauration de l'État, la formation du gouvernement d'union nationale suite à la nomination du nouveau Premier ministre, Mahamat Kamoun, ont fait les grandes lignes développées par la présidente Samba-Panza.

terme d'une offensive éclair. Ce qui poussa le président François Bozizé à fuir le pays pour se réfugier au Cameroun. Le chef de file de la Séléka, Michel Djotodia, en profite et s'auto-proclame président par intérim. Le 31 mars, le nouvel homme fort de Centrafrique forme un gouvernement dans lequel il s'approprie le ministère de la Défense. Dans le but de contribuer à la pacification du pays, l'organisation panafricaine annonce le 19 juillet l'envoi en RCA d'une force de paix de 3.600 hommes.

Le 29 août, les nouvelles autorités reconnaissent que leur pays est au bord de l'effondrement : des milliers de civils se réfugient à l'aéroport international de Bangui pour fuir les attaques des éléments de la Séléka. En début septembre, des combats opposent les partisans de François Bozizé aux hommes de la Séléka. Bilan : plus de 70 morts dans la région de Bossangoa, à 300 km au nord de Bangui, la capitale. Il sied de noter que François Bozizé, avait au moment de son renversement prédit que la Centrafrique allait être plongé dans un chaos après son départ.

Le mois suivant, plus précisément le 14 septembre, Michel Djotodia disout la Séléka sur l'ensemble du territoire national mais les des affrontements se poursuivent entre chrétiens et musulmans. Le 13 octobre, lors de sa visite à Bangui, le chef de la diplomatie française Laurent Fabius annonce l'envoi de troupes françaises supplémentaires en Centrafrique. Conscient du danger qui guettait le pays, le conseil de sécurité de l'ONU

à se déployer sur les principaux axes de la ville. La persistance des violences pousse le Conseil de sécurité de l'ONU à donner un mandat de six mois aux troupes françaises et à la Misca pour rétablir la sécurité. L'opération Sangaris lancée le 6 décembre, va donner lieu à la force française d'agir conjointement avec les troupes africaines pour ramener la paix en Centrafrique.

Les violences se poursuivent malgré la relance de la transition

Lorsque l'année 2014 commence, soit six mois après le lancement de l'opération Sangaris, la Centrafrique est toujours en proie aux violences intercommunautaires. Le 10 janvier, le président auto-proclamé démissionne après avoir été sous la pression des dirigeants de la CEEAC réunis en sommet extraordinaire à N'Djamena. Il se rend en exil au Bénin, pays qui entretient des relations privilégiées avec la RCA. Quatre jours après, le Conseil national de transition se réunit pour désigner un successeur à Michel Djotodia. Le 20 janvier, Catherine Samba Panza est élue en qualité de présidente de transition. C'est ainsi que pour concrétiser sa volonté de vouloir à tout prix ramener la paix dans ce pays, l'ONU adopte le 28 janvier une résolution autorisant le déploiement de 500 militaires européens en RCA et prévoit dans la foulée des sanctions pour les auteurs de violences. Le 10 janvier, le commandant de l'opération Sangaris durcit le ton contre les miliciens anti-balaka après de multiples exactions



COMMUNIQUE DE L'AMBASSADE DU CAMEROUN

Il est porté à la connaissance des Camerounais vivant ou établis en République du Congo, que les inscriptions sur les listes électorales biométriques lancées le 13 février 2014 prendront fin le 31 août 2014.

Il est par conséquent demandé à tous les compatriotes ayant atteint l'âge de 20 ans, de passer se faire enrôler sur les listes électorales avant le 31 août 2014, munis de leur carte consulaire.

Ceux n'ayant pas de carte consulaire peuvent néanmoins se la faire établir à l'Ambassade et s'inscrire par la suite.

Une équipe d'ELECAM assure la permanence tous les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures. /-

OFIS
RESEAUX & TELECOMS

Tél.: 06 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel



LE TELEPHONE DE BUREAU NOUVELLE GENERATION

EN LIGNE AVEC LE SUCCES : Poste OMNITOUCH 8082 My IC PHONE

NE PERDEZ AUCUN APPEL DE VOS CLIENTS.

AUGMENTEZ LA CROISSANCE DE VOTRE ACTIVITE.

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI
info@ofis-ort.com

www.ofis-reseaux-telecoms.com

- Ecran tactile de 7 pouces rétroéclairé
- Intelligence du Smartphone sur votre téléphone de bureau
- Personnalisation de la page d'accueil
- Carnet d'adresse, conférence, messagerie
- OMNITOUCH 8082, équipement SIP
- Combiné Bluetooth

Tél.: 01 600 0000

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications



Message du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, devant

**Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Président du Congrès,
Monsieur le Président du Sénat,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mes Chers Compatriotes**

Ainsi que l'exige notre constitution, je suis au rendez-vous annuel pour faire le bilan de la vie de notre nation pendant les douze derniers mois. Cette fois encore, je le fais avec confiance. La confiance dans notre peuple qui ne nous a pas privés de la sienne. La confiance dans nos choix politiques et économiques qui nous ont ouvert les voies de l'espérance et du progrès. La confiance dans l'avenir tant les horizons nous paraissent ouverts et les perspectives prometteuses. Mais, ne l'oublions jamais. Que de sacrifices consentis par tous pour retrouver le chemin de la stabilité et de la croissance !

Quel lourd tribut collectivement payé afin que s'ouvre à nous la voie du renouveau et de la cohésion nationale !

J'entends des voix qui insinuent (déjà !) que le Congo a toujours été tel qu'il est aujourd'hui. La réalité, nous le savons, est loin de ce déni. Elle est dans la vérité que l'on ne devrait jamais cesser de restituer. La vérité est simple. Au sortir de la tragédie de 1997, notre pays était détruit, meurtri, exsangue. Il fallait redonner confiance et espoir au Congo afin qu'il redevînt maître de son destin. C'est ce que nous avons fait. Ensemble. Grâce à l'effort national que nous avons conduit sans relâche, avec patience et abnégation, nous avons réuni les conditions les plus favorables du développement de notre pays. Tant et si bien qu'il y a cinq ans, lorsque j'ai ouvert une nouvelle voie au peuple en lui proposant le « Chemin d'Avenir », je proclamais que notre ambition était de transformer le Congo, de le moderniser, de l'industrialiser en vue de le conduire avec assurance à la prospérité.

Depuis, nous en avons résolument pris la voie. En même temps que nous reconnaissons que beaucoup de choses restent encore à faire, nous ne pouvons pas nous empêcher de dire que de grandes avancées ont été accomplies dans l'approche de nos objectifs. Aujourd'hui, l'activité nationale progresse de façon régulière, à la mesure de nos avancées. La paix est durablement établie. Le spectre de la violence est à jamais éloigné. Les institutions politiques remplissent convenablement leur office conformément à leurs missions. Notre démocratie s'affermi chaque jour. L'économie nationale est en pleine croissance. Nos finances sont assainies et affichent désormais des excédents. La condition sociale d'ensemble s'améliore progressivement.

Le Congo se transforme dans la stabilité. Tous ceux qui parcourent notre pays le reconnaissent. Jamais auparavant, nous n'avons construit, bâti et équipé notre territoire qu'en cette période. L'émergence vers laquelle nous cheminons n'est plus un rêve.

Telle est, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, la situation générale du Congo dont voici la revue circonstanciée que nous ouvrons par l'économie. Depuis le début des années 2000, à l'exception de 2007, l'économie congolaise est régulièrement en croissance. Cette vérité n'a pas été démentie en 2013 et ne le sera pas non plus en 2014. En dépit de la morosité qui, ces cinq dernières années caractérise la situation économique mondiale, l'économie nationale a préservé un rythme de croissance moyen autour de 5%. Il n'est pas exclu que le taux de croissance de notre économie atteigne les 10% en fin de cette année.

Ainsi qu'en témoignent le Fonds Monétaire International et les agences de notation, l'économie congolaise demeure sur une trajectoire de forte croissance avec une perspective stable sur le moyen et le long termes. Cette résilience de notre économie, nous la devons aux réformes structurelles, aux bonnes politiques économiques conjoncturelles et à la discipline budgétaire que nous mettons sans cesse en œuvre. La croissance soutenue a pour effet entre autres, l'amélioration de la situation de l'emploi.

Qu'elles soient nationales – la Direction Générale de l'Economie et l'Institut National des Statistiques – ou internationale – le Bureau International du Travail –, toutes les sources attestent de la réduction notable du chômage au Congo. En 2013, l'emploi hors secteur informel a progressé de 6,4% dont 10,3% pour les emplois permanents. Aujourd'hui, le taux de chômage est estimé par tous à moins de 10% de la population active, soit moins de deux cent mille (200.000) demandeurs d'emploi. Cette bonne évolution de l'emploi est liée à l'expansion de la branche bâtiment et travaux publics, aux performances des industries manufacturières et de la filière bois, ainsi qu'au dynamisme des activités du secteur tertiaire, notamment les télécommunications, les transports et le commerce.

Le tout favorisé par des dépenses publiques très élevées, plus de trois mille (3.000) milliards de francs CFA en 2013 et plus de trois mille cinq cents (3.500) milliards de francs CFA en 2014 dont près de deux mille (2.000) milliards d'investissement public en 2013 et deux mille cinq cents (2.500) milliards en 2014. Comme on pouvait s'y attendre, l'intensification de l'activité économique a engendré une hausse des prix au-dessus de la norme sous régionale fixée à 3%. En 2013, le taux d'inflation était de 4,7% après avoir atteint les 5% en 2012.

En 2014, l'inflation reviendrait à 3,4%. C'est principalement la hausse des prix des produits alimentaires et des matériaux de

construction massivement importés qui justifie ces taux d'inflation relativement élevés. Sur le plan du commerce extérieur, le Congo enregistre, depuis le début des années 2.000, un solde largement positif grâce à ses exportations des hydrocarbures. De 2010 à maintenant, les exportations du pétrole brut se maintiennent à plus de quatre mille (4.000) milliards de francs CFA chaque année contre des importations dans tous les secteurs qui ne dépassent pas les trois mille (3.000) milliards de francs CFA. Ainsi en 2013, le solde du commerce extérieur affichait un excédent de mille cinq cents (1.500) milliards de francs CFA. L'excédent commercial devrait avoisiner les mille (1.000) milliards de francs CFA en 2014.

Le niveau élevé des dépenses publiques ne signifie pas ici que nous stimulons l'économie par des déficits budgétaires. Au contraire. Les finances publiques sont maintenues saines. Année après année, elles se soldent par des excédents budgétaires chiffrés en centaines de milliards de francs CFA. C'est le cas en 2013. Et ce sera encore le cas en 2014.

Le niveau élevé des dépenses publiques est avant tout le reflet de notre détermination à bâtir le nouveau Congo, en investissant pour combler le déficit national en investissements de tous genres. De fait, l'investissement public est aujourd'hui au moins cent fois plus important qu'il ne l'était au début des années 2000. Tout cela se fait dans un cadre budgétaire stabilisé et maîtrisé sur le moyen terme comme l'exige la loi organique de septembre 2012 relative au régime financier de l'Etat.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,**

L'examen de l'activité économique nationale, secteur par secteur, nous renseigne, de façon beaucoup plus détaillée, sur le bulletin de santé de notre économie.

Le secteur des hydrocarbures, épine dorsale actuelle de notre économie, connaît une relative stabilité. La tendance baissière de la production du pétrole, amorcée en 2011 s'est arrêtée en 2013. En effet, la prévision révisée de la production pour cette année est de 95 millions de barils, contre 89 millions en 2013. Plusieurs nouveaux champs sont en cours de développement. Les perspectives pour la période allant de 2014 à 2018, laissent entrevoir une augmentation substantielle de la production pétrolière, avec un pic dépassant les 120 millions de barils en 2017. Cela est de nature à élargir les marges de manœuvre de l'Etat aussi bien pour l'investissement public que pour l'encouragement et l'accompagnement de la nécessaire diversification de l'économie nationale. A propos de diversification, j'aimerais, par des faits, illustrer les efforts y relatifs engagés dans notre pays.

Je commence par l'industrialisation du pays, notre choix stratégique de développement, qui prend progressivement corps. L'industrialisation gagne davantage en visibilité avec :

l'entrée en activité avant la fin de l'année des quinze premières usines installées par l'Etat dans la zone industrielle et commerciale de Maloukou ; l'implantation en 2013 et 2014 de 25 nouvelles unités industrielles par des promoteurs privés ; la construction, en plus de celle de Brazzaville, de trois (3) nouvelles fonderies, dont deux (2) à Pointe Noire et une (1) à Dolisie ; l'entrée en production de la cimenterie de Dolisie ; la construction de trois (3) autres cimenteries, dont la production commencera en 2015, respectivement à Hinda, dans le Kouilou, à Yamba, dans la Bouenza et à Mindouli, dans le Pool.

D'ici à 2015, la capacité de production globale de ciment au Congo sera portée à trois millions cent vingt mille (3.120.000) tonnes, contre cinq cent vingt mille (520.000) tonnes actuellement. Plusieurs autres projets industriels ont atteint un bon niveau d'avancement, tels que :

les quatre zones économiques spéciales de Ouesso, Oyo-Ollombo, Brazzaville – Pointe-Noire ; le complexe industriel céramique de Makoua ; la verrerie du Kouilou ; l'usine de fabrication de panneaux solaires d'Oyo ; la production de calcaire à Madingou ; l'usine de cristallisation de Mengo ; le complexe textile de Maloukou ; les scieries des bois de NGombé dans la Sangha et de Mapati dans la Lékoumou ; l'usine des contre-plaqués de Bétou dans la Likouala.

Dans le domaine agro-pastoral et de la pêche, autres activités de diversification, nous continuons de poser, dans la nécessaire persévérance, les jalons d'une moisson prochaine. Outre l'indispensable diversification de l'économie, notre grand défi dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche demeure la sécurité et l'indépendance alimentaires. C'est ainsi que se réalisent :

la relance de la culture du cacao, dans la Cuvette et dans la Sangha ; la revalorisation des anciennes palmeraies de Mokéko, dans la Sangha, de Kounda dans la Cuvette et d'Etoumbi dans la Cuvette-Ouest ; le lancement des projets pluriannuels du manioc et de la banane ; la poursuite de la mécanisation agricole ; l'acquisition de nouveaux reproducteurs bovins.

Les actions ci-après poursuivent le même but : la construction du Centre moderne d'alevinage à Dzoumouna ; le

démarrage effectif des élevages de poissons en cages flottantes à Brazzaville, Oyo, Mossaka, Owando et Louango-Tchissanga ; la modernisation et l'intensification de la pêche continentale par l'utilisation de bateaux à fond plat sur le fleuve Congo, l'Alima, la Likouala-Mossaka et la Likouala aux herbes ; la construction des technopôles de Madingou, Yoro et Oyo, et du Centre intégré de Pêche et d'Aquaculture de Manguégué dans le district de l'Ile Mbamou ; le lancement, dans un proche avenir, de la pêche continentale à bord des pirogues modernes en fibre de verre, avec un système de conservation à base d'énergie solaire.

Le secteur des mines solides, un des maillons de la stratégie nationale « hors pétrole », est en pleine croissance. Quelques grands projets miniers ont bénéficié, en 2013, de permis d'exploitation. Il s'agit des gisements de fer d'Avima et de Nabemba dans la Sangha, des sels de potasse de Kola dans le Kouilou et du gisement de fer du site Lékoumou-Mayoko dans le Niari, qui va entrer en production dans quelques jours.

Les grandes promesses portées par le secteur des mines solides suscitent toujours autant d'espoirs. Voilà qui justifie l'important projet de construction des infrastructures de transport et d'évacuation des minerais, dont le futur port minéralier en eau profonde est l'exemple emblématique.

L'exploitation forestière, une autre activité de diversification, a enregistré une augmentation de l'ordre de deux millions de mètres-cubes de bois. Cette progression devrait se consolider avec la contribution des concessions forestières non encore exploitées dans la Likouala, la Sangha et la Cuvette-Ouest. Pour que notre volonté et nos engagements de protection de notre environnement ne soient jamais en défaut, nous imposons, pour nos forêts, une gestion rigoureusement rationnelle.

C'est dans ce cadre que 76% de la superficie totale attribuée à l'exploitation forestière sont sous aménagement. La superficie totale des aires protégées représente aujourd'hui 32% du territoire national. Les réserves naturelles, les parcs nationaux, et les sanctuaires des grands singes couvrent plus de 13% de ce même territoire.

Un tel potentiel ouvre à notre pays de bonnes perspectives dans le domaine de l'écotourisme.

J'aimerais ici et solennellement, adresser mes encouragements aux entrepreneurs privés pour leurs investissements dans les différents secteurs de notre économie. J'en appelle à l'amplification de cette bonne tendance.

**Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Chers Compatriotes,**

Je le redis, parce que c'est l'évidence. Jamais auparavant, nous n'avons construit, bâti et équipé notre pays à un rythme aussi soutenu qu'aujourd'hui.

Le choix du maillage du Congo en infrastructures de base est un choix de bon sens.

Parce qu'aucun pays au monde n'a pu se moderniser, se développer sans infrastructures de base et autres équipements socio-économiques viables.

Voilà pourquoi, le Gouvernement en a fait l'une de ses priorités. Et il a eu raison.

Grâce à cette politique, notre pays dispose, à ce jour, de dix aéroports modernes : Impfondo, Ouesso, Owando, Ewo, Ollombo, Djambala, Sibiti, Dolisie, Brazzaville et Pointe-Noire dont les travaux de construction du deuxième module de l'aérogare sont en cours.

Dans deux ans, lorsque seront rendus disponibles les plateformes aéroportuaires de Kindamba et de Nkayi, onze des douze départements de notre pays seront dotés chacun au moins d'un aéroport.

Les ports de Brazzaville, Mossaka, Oyo, Etoumbi et Impfondo sont en pleine réhabilitation. La remise à niveau du port de Ouesso est terminée. Comme l'est, depuis, celle du grand port de Pointe-Noire qui a entraîné dans le sillage de sa réhabilitation, celle, partielle du Chemin de fer Congo-Océan dont le trafic a repris sur des bases un peu plus sûres, en attendant la réfection de l'ancien tracé, la rénovation du grand tunnel et l'acquisition de nouvelles locomotives.

Sur dix-huit mille (18.000) kilomètres de réseau routier, trois mille quatre cent cinquante (3.450) kilomètres de routes sont totalement ou partiellement bitumés. Sept mille cinq cents (7.500) kilomètres de routes sont aménagés ou en cours d'aménagement.

Sont actuellement en construction :

les routes Pointe-Noire-Brazzaville ; Mambili-Ouesso ; Etoumbi-Mbomo-Mboko ; Boundji-Ewo ; Sibiti-Zanaga (notamment le tronçon Ibé-Kengué) ; les routes Loudima-Sibiti ; Mouyondzi-Moukou-koulou ; Djambala-Lékana ; Ketta-Sembé-Souanké-frontière Cameroun et les quinze (15) derniers kilomètres sur les quatre vingt-dix (90) de la route Okoyo-frontière Gabon.

Bientôt seront engagés les travaux de réhabilitation de la route de la Vasière Epéna-Impfondo-Dongou, et de construction des routes : Dongou-Boyélé-Enyéllé ; Liranga-Impfondo, avec bretelle à Bouanéla ; Ouesso-Pokola-Enyéllé-Betou-frontière RCA ; Kengué-Zanaga-Bambama ; Kibangou-frontière Gabon ; Dolisie-Kimongo-Londela-Kayes-frontière Angola.

La grande ambition et les efforts subséquents que nous avons déployés afin de construire, pour le Congo, des routes économiques,

Le Parlement réuni en congrès, le 12 août à Brazzaville

des routes de développement, des routes de brassage, des routes d'unité, cette ambition et ces efforts, je le dis avec fierté et émotion, n'ont pas été vains.

La preuve : en 2015, nous allons relier Pointe-Noire et Brazzaville par une route entièrement bitumée.

A ce même horizon, dix des onze Chefs-lieux des départements du pays seront reliés à la capitale Brazzaville par des routes bitumées. Est à notre portée, l'aménagement, sur le flanc Ouest, d'un axe devant assurer la jonction Sud-Nord sans passer par les nationales n°1 et 2. Ce beau projet sera bientôt en chantier.

L'assainissement, l'aménagement et la modernisation des villes de Brazzaville et de Pointe-Noire se mènent de manière résolue. A titre d'illustration, l'exécution des travaux de construction de la corniche et de la 3ème sortie Nord à Brazzaville.

Malgré les difficultés résiduelles, le secteur de l'électricité et de l'eau potable a enregistré des progrès remarquables.

S'agissant de l'électricité, en dix ans, le Congo a vu sa puissance électrique installée passer de 89 à plus de 600 mégawatts. La longueur du réseau de transport d'électricité haute et très haute tension a doublé en 5 ans, passant de 718 à 1.588 kilomètres.

Depuis trois ans, les réseaux de distribution d'électricité des villes de Brazzaville et de Pointe-Noire font l'objet d'une restructuration en profondeur. C'est ainsi que les postes délestés sont passés de 60% en 2009 à moins de 10% en 2013.

La construction du Boulevard énergétique national se poursuit avec ardeur à travers :

la construction de la centrale de Liouesso ; la réhabilitation de la centrale du Djoué ; la mise en service, en février dernier, de la ligne Owando-Makoua ; la construction des lignes Boundji-Ewo ; Ngoyo-Tchiamba-Nzassi ; Madingou-Mabombo ; Djambala-Mbon et Boundji-Okoyo.

Le gouvernement a, par ailleurs, en projet, la construction des centrales hydroélectriques :

de Kouembali, 150 mégawatts ; de Sounda, 1000 mégawatts et lignes de transport associées ; de Chollet, 600 mégawatts, en partenariat avec le Cameroun.

Pour ce qui est de l'eau potable, son accès au plus grand nombre n'est pas encore garanti. Des solutions structurelles sont envisagées.

Elles résident, pour l'essentiel, dans les ouvrages actuellement en chantier. Il s'agit :

de la première usine d'eau de Djiri-Brazzaville, en réhabilitation ; la construction de la deuxième usine est achevée en 2013 ; des réseaux primaires et réservoirs de stockage, en installation dans la ville de Brazzaville ; des quatre mille (4.000) forages dans les villages au titre du projet « Eau pour tous » ; des réseaux secondaires de distribution d'eau potable pour les villes de Brazzaville et Pointe-Noire ; de l'usine d'eau potable sur la rivière Louémé, à Pointe-Noire, d'une capacité de 5.250 mètres-cubes par heure.

Dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, la connexion du Congo au câble sous-marin, ainsi que le déploiement progressif de la fibre optique améliorent sensiblement la qualité des communications électroniques.

Le laboratoire moderne, équipé des modules avancés dans les techniques d'utilisation de la fibre optique, actuellement en service à l'université Marien Ngouabi, en est la parfaite illustration.

Pour clore ce chapitre, je ferai mention des équipements sportifs. A Brazzaville, le complexe olympique de Kintélé, siège des 11èmes Jeux Africains de 2015, se construit dans ses différents modules qui comprennent :

le grand stade de football de plus de soixante mille (60.000) places ; le Palais des sports de dix mille (10.000) places ; le Palais nautique de deux mille (2.000) places ; le village des jeux de huit mille (8.000) lits. Les prochains Jeux africains de Brazzaville ouvriront à notre pays les portes d'une nouvelle vocation, celle d'une nation des grands rendez-vous de la jeunesse sportive sous-régionale, continentale, voire mondiale.

**Monsieur le Président du Congrès,
Monsieur le Président du Sénat,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Chers Compatriotes,**

L'amélioration des conditions de vie de nos populations demeure la finalité ultime de la politique du gouvernement.

Un aperçu des efforts en cours dans les secteurs à vocation sociale, permet de conforter cet engagement.

Le secteur de l'éducation. Durant ces deux dernières années que le Gouvernement a, dans sa politique d'investissement, dédiées prioritairement à ce secteur, d'importantes ressources publiques sont consacrées à la construction d'infrastructures scolaires et universitaires : six nouveaux lycées d'enseignement général respectivement à Brazzaville, Sibiti, Dolisie, Zanaga, Djambala et Pointe-Noire ; 315 nouvelles salles de classe et 162 réhabilitées ; 52 bibliothèques ; 25 laboratoires ; 40 salles des technologies de l'information et de la communication ; 55 bâtiments administratifs ; 3 amphithéâtres d'une capacité totale d'accueil de plus de 4.000 places ; des établissements techniques et professionnels en construction ; et J'en passe.

Le chantier de la future université de Kintélé avance sans difficulté

particulière.

Dans le secteur de la santé : La réhabilitation et la modernisation du CHU de Brazzaville se poursuivent. Notre première formation sanitaire dispose désormais d'une unité neurovasculaire et d'un centre d'IRM.

A compter de l'année prochaine, de nouvelles infrastructures sanitaires vont progressivement se mettre en place. Il s'agit notamment :

de douze hôpitaux généraux dans les chefs-lieux de département ; des hôpitaux de base dans les chefs-lieux de district, dans les arrondissements et communautés urbaines ; de l'hôpital général des armées, à Brazzaville ; de l'hôpital général spécialisé d'Oyo ; de l'hôpital mère-enfant Blanche Gomes de Brazzaville ; du centre de référence de la drépanocytose ; de deux centres de dialyse à Brazzaville et à Pointe-Noire ; de l'institut spécialisé du cœur à Brazzaville ; de la remise en service de l'hôpital de base de Talangai à Brazzaville.

Pour faire face au déficit en ressources humaines dans ce secteur, les mesures suivantes ont été prises :

le recrutement des jeunes sans emploi, diplômés en sciences de la santé ; l'envoi de cinq cents (500) étudiants à Cuba, en octobre 2013, pour y suivre une formation dans les métiers de la médecine et de la pharmacie ; six cents (600) autres seront mis en route le mois prochain.

La coopération en matière de santé a permis à notre pays de bénéficier des prestations des médecins et personnels de santé cubains, chinois et égyptiens qui exercent actuellement dans nos hôpitaux. Cette coopération s'est traduite aussi par une prise en charge chirurgicale et médicale de plus de cinq mille (5.000) patients par l'ONG américaine Mercy Ships. Cette prise en charge a été accompagnée de la formation de 350 techniciens de santé. L'Assurance Maladie Universelle, l'une des clés pour l'accès des populations à l'offre de santé, se met en place après l'adoption par le Parlement de la loi y relative.

Notre système de sécurité sociale, suite à sa réforme, contribuera de manière significative à la redistribution de la richesse nationale à travers des prestations mieux ciblées et élargies aux différentes couches de la population nationale.

Outre l'Assurance Maladie Universelle que je viens d'évoquer, de nouveaux régimes de couverture sociale vont voir le jour. L'un d'eux, le régime de la famille et de l'enfance en difficulté, mérite qu'on s'y attarde. Grâce à l'élan de solidarité nationale, dont il est porteur, les familles sans ressources ou ayant des revenus faibles, et qui ont la charge d'un ou de plusieurs enfants, seront bénéficiaires des prestations suivantes :

allocation prénatale ; prime à la naissance ; allocations de soutien familial et de rentrée scolaire.

De même, une branche d'insertion sociale y prévoit la prise en charge des mineurs sans attache.

Je voudrais, en conclusion de ce volet social rappeler que le relèvement de 200 à 225 de la valeur du point d'indice du traitement des agents de l'Etat est effectif depuis janvier 2014. Ce, conformément aux conclusions des négociations que le Gouvernement a eues avec les partenaires sociaux en août 2013. Cette valeur, nous le confirmons ici, passera à 250 en 2015 et à 300 en 2017.

**Monsieur le Président du Congrès,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,**

La diplomatie congolaise a été une fois encore, dynamique, proactive et, tout à son honneur, sollicitée. Le Congo a fait entendre sa voix partout où elle s'est révélée nécessaire. Il a manifesté sa solidarité toutes les fois qu'il le fallait. C'est ainsi que notre pays est engagé aux côtés des autres Etats de la sous-région, de l'Union Africaine, de l'ONU et du Groupe International de Contact sur la République Centrafricaine. Notre engagement en République Centrafricaine est constant. Nous y sommes présents à travers notre contingent de mille (1.000) militaires, gendarmes et policiers qui participe à la force africaine MISCA. Nous y sommes présents par l'assistance multiforme que nous apportons, sans jamais hésiter, à ce pays frère meurtri.

C'est dans cet esprit que notre pays a pris part à toutes les réunions sur la République Centrafricaine. Le point d'orgue étant le Forum sur le Dialogue Politique et la Réconciliation Nationale en République Centrafricaine que Brazzaville a abrité il y a tout juste trois semaines. Cette concertation a débouché sur un Accord de Cessation des Hostilités, première étape d'un processus qui doit conduire à la démobilisation, au désarmement et à la réinsertion des ex-Sélékas et anti-Balakas. Notre volonté de renforcer les relations de bon voisinage et d'asseoir un climat de confiance et d'apaisement aux frontières, nous a conduits à des concertations avec la République Gabonaise, la République d'Angola et la République Démocratique du Congo. Notre effort diplomatique a consisté aussi à exploiter les différents atouts qu'offrent les partenariats auxquels notre pays est partie. D'où notre participation, notamment : au 4ème Sommet Afro-Arabe, en novembre 2013 à Koweït-city ; au 5ème Sommet ordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, en janvier 2014 à Luanda ; au 4ème Sommet du Partenariat stratégique Union Européenne-Afrique, en avril 2014 à Bruxelles ; au premier Sommet Etats Unis - Afrique, qui vient de se tenir au dé-

but de ce mois à Washington.

Notre pays a eu l'honneur d'abriter à Oyo, du 15 au 16 mai 2014, le Sommet des dix pays membres de l'Union Africaine chargés de réfléchir sur la réforme du Conseil de Sécurité de l'ONU. Par ailleurs, au cours des derniers mois, nous avons célébré les cinquantenaires de nos relations avec la Russie, la Chine et l'Algérie, trois pays qui se sont engagés, avec nous, au lendemain des indépendances, dans le mouvement international de soutien aux luttes de libération, pour la défense des valeurs de liberté, de fraternité et de paix.

Ces célébrations vont se poursuivre avec Cuba et le Vietnam.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires, La disparition de Nelson Mandela en décembre 2013, une icône africaine qui a su incarner les valeurs de liberté et de courage, a amené notre pays à lui rendre l'hommage qu'il méritait. C'est ainsi qu'a été célébré, le 11 février 2014, le 25ème anniversaire du Protocole de Brazzaville sur la paix en Afrique Australe, en présence d'illustres personnalités. Cette cérémonie a permis de jeter un coup d'œil rétrospectif sur la contribution déterminante de notre pays au processus ayant abouti à la fin de l'apartheid, à l'indépendance de la Namibie et à la libération de Nelson MANDELA. Enfin, nous avons élargi notre carte diplomatique avec l'ouverture d'une nouvelle mission diplomatique à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et d'un Consulat Général à Guangzhou, en République Populaire de Chine.

Mesdames et Messieurs les Parlementaires, Il n'y a d'action économique performante, de modernisation conséquente du pays, d'avancée sociale régulière, de politique extérieure efficace que si elles sont soutenues et portées par un Etat organisé et stable. Il n'y a de paix et de sécurité durablement établies que lorsqu'elles sont préservées par un Etat responsable. Il n'y a de démocratie véritable que dans un Etat impartial, l'Etat de droit qui, fort de son autorité, garantit les libertés fondamentales, le droit de suffrage, la séparation et l'équilibre des pouvoirs. C'est cet Etat que nous sommes en train de construire. Un Etat que nous voulons solide, avec suffisamment d'autorité pour dominer les intérêts particuliers et partisans. Un Etat qui soit facteur de progrès. Un Etat qui assure la permanence de la nation et la nécessaire harmonie des institutions. Parce qu'elles sont la règle commune qui nous permet de vivre ensemble, les institutions doivent, non seulement, fonctionner en symbiose, mais, surtout, elles doivent puiser dans le peuple l'indispensable légitimité afin de s'adapter aux temps et aux opportunités. C'est cette démocratie que nous sommes en train de bâtir. Démocratie que chacun de nous appelle de ses vœux : une démocratie apaisée, fraternelle, où chaque citoyen exprime librement ses opinions ; où les grands débats qui déterminent la vie de la nation sont tranchés par le peuple.

Nous ne voulons pas de la démocratie de l'invective. Celle qui se nourrit du sang et des larmes. Il s'agit, vous vous en doutez, du sang et des larmes des autres. Mais, nous n'allons pas recommencer. Le sang et les larmes des autres ont trop coulé dans ce pays. Nous disons : ça suffit !

Pour le temps qui est devant nous, nous allons continuer, dans la paix et la sécurité, à bâtir l'Etat de droit, l'Etat démocratique, en nous inspirant toujours du Chemin d'Avenir qui détermine les moyens et les objectifs de notre action. Ainsi, nous construirons solidement la base sur laquelle notre pays poursuivra sa transformation.

**Monsieur le Président du Congrès,
Monsieur le Président du Sénat,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Chers Compatriotes,**

L'Initiative de la Municipalisation Accélérée, qui a eu dix (10) ans cette année, s'apprête à accomplir son cycle. L'honneur reviendra aux départements de la Sangha et de la Bouenza de boucler la boucle. La Sangha en 2015 et la Bouenza en 2016. Le moment venu, en toute responsabilité, le peuple saura tirer les enseignements de cette expérience exaltante. Nous pouvons néanmoins affirmer que pour beaucoup de nos compatriotes, ce mode d'accès à la modernité et au développement est un bon choix qu'il importe de renouveler. Mais, dans cette matière, comme dans tant d'autres, la décision finale revient toujours au peuple.

Mes Chers Compatriotes, Le 15 août prochain, à l'unisson, nous allons redire l'éloge de la liberté. Nous allons glorifier le Congo souverain. Nous allons magnifier notre indépendance et ses artisans. C'est un jour d'allégresse. C'est aussi un jour de méditation. Alors, souvenons-nous que le Congo est un et indivisible. C'est l'idéal de notre nation. Soyons jaloux de notre unité et de notre dignité. Soyons fiers de ce que nous sommes. Ayons toujours l'audace de croire en nous, en notre histoire, en notre culture, en nos mœurs, en notre indépendance. Evitons d'enfermer le Congo dans le piège des égoïsmes. Plaçons les intérêts supérieurs du peuple et de la nation au-dessus de tout. Aimons le Congo.

Vive la nation !

Vive la République !

Bonne fête d'indépendance à tous !

Je vous remercie.

AMC Telecom



Internet à partir de 9.000 FCFA

Avec **mobi** de AMC Télécom

Nouveaux Produits

Nouvelles Satisfactions



Brazzaville: Av. Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, Rép. du Congo
Pointe-Noire: Av. Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), Rép. du Congo
Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
Courriel : support@amc-telecom.com - Web : www.amc-telecom.com

SPECIALE FORMATION INFORMATIQUE

Bénéficiez de toutes nos formations
+ 1 mois d'assistance gratuite⁽¹⁾

Formation
100% Pratique

• Initiation
• Avancé

Choisissez votre lieu
de formation

- formation à domicile
- en entreprise
- Centre KD

- Initiation à la Bureautique
• Word • Excel • PowerPoint • Publisher
- Fonctions avancées • Excel^{new}
- Outlook (mails, contact, calendrier et agenda)^{new}
- Base de données • Access
- Gestion • Ciel Compta • Ciel
• Paye • Ciel gestion commerciale
- Ciel Compta niv2 (Immobilisation, Trésorerie
prévisionnelle, Compta analytique, Tableaux de bord)^{new}
- Infographie • Retouche d'image
avec Adobe Photoshop
- Initiation à l'Internet
- Formation aux réseaux
- Maintenance informatique
- Synchroniser + partager données
avec smartphone et PC^{new}
- Comment configurer la sécurité
AV réseau • Symantec Endpoint^{new}
- Configuration d'un moteur SMS^{new}
- Administration d'un autocom IP^{new}

(1) Offre soumise à condition



024 475 08 41 / 06 688 90 11
06 243899320131

849, Rue Youla Plateau des 15 ans (vers Pharmacie Jagger) - email : kdcomputer2011@hotmail.fr

PROGRAMME DES OBSÈQUES DE PÉPIN RICHARD MBOUALA ONDONGO

- Mercredi le 13 aout 2014
- 9h 00 : levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville
- 10h30 : recueillement au domicile sis au 126 de la rue Yaoundé Poto-poto derrière la station AOGC de l'avenue de France
- 12h00 : messe de requiem à la sainte Anne
- 14h00 : départ pour le cimetière privé Bouka
- 16h00 : Fin de la cérémonie.

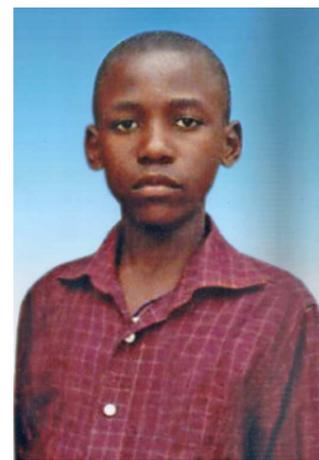


NÉCROLOGIE

Joseph Gambou Nkaba, Elenga (Oko Nianga, Vivianne, Koumou Séverin, Flora Vilarène) Laure Ngala Gama, Raïssa Akouala, Gato (Gama Vasthie, Divine Vanicia) et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur mère, tante et grand-mère, Thérèse Nianga Ngatho, survenu le 7 août au CHU de Brazzaville.
La veillée mortuaire se tient au n°20 rue Ndzabi à Mikalou 2 (derrière Siepac), arrêt de bus la pépinière (lycée Thomas Sankara).



Roger Loupet, agent des Dépêches de Brazzaville, Jean Gabriel Koubeta, Alphonse Diamoneka, Philomène Bazenga, Christine Nzonzeka, les familles Loupet, Houla et Nanitelamio ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur petit-fils, fils et Neveu, Rolly Ebienga, le 9 août lors d'une noyade sur la rivière Léfini.
La veillée mortuaire se tient au n°55 rue Madingou à Mougali.



SÉMINAIRE DE FORMATION LOGISTIQUE

Contenu du séminaire: (+ livre gratuit)

- Les approvisionnements
- La gestion des stocks
- Les documents commerciaux
- La distribution
- La gestion du transport
- Les incoterms (conventions internationales de vente)

Brazzaville :

Début : 14 Août 2014
Lieu : siège MAG.SYS
Durée : 2 Semaines
Coût : 35 000F + 1 marker non permanent

Pointe-Noire :

Tél : 06 937 60 54 / 05 556 90 64
Début : 28 août 2014 Durée : 2 Semaines
Lieu : Salle des conférences de la Paroisse Christ Roi de loandjili
Coût : 40 000F + 1 marker non permanent

Renseignements et Inscriptions :

Immeuble BATANGOUNA (Immeuble à 3 niveaux) après le pont fouks CNCS-Mbota en face du lavage ETATS-UNIS, en allant vers Mbota.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les dépenses infrastructurelles pourront croître de 10% dans la prochaine décennie

Selon un rapport du cabinet d'audit et de conseil PricewaterhouseCoopers (PwC), les dépenses infrastructurelles en Afrique subsaharienne devraient connaître une croissance de 10% par an d'ici à 2025. Alors qu'à l'échelle mondiale, ce marché connaîtra une croissance de 6 à 7% dans la prochaine décennie

Dans la prochaine décennie, les dépenses infrastructurelles en Afrique subsaharienne seront de 180 milliards de dollars, soit 2% du taux mondial, dont une grande partie sera dépensée au Nigeria, soit 77 milliards de dollars, et en Afrique du Sud, soit 60 milliards de dollars, poursuit l'étude. Ce sont les segments de la santé et de l'éducation (+12% par an) qui connaîtront une forte croissance des dépenses infrastructurelles.

Le responsable des infrastructures de PwC pour l'Afrique, Jonathan Cawood, a rappelé qu'« au fur et à mesure que les économies se développent, les types d'investissements nécessaires dans les infrastructures évoluent ».

À l'échelle planétaire, les dépenses infrastructurelles vont au moins doubler dans la décennie, et dépasser 9 000 milliards de dollars par an. Quelque 78 000 milliards de dollars dans les infrastructures d'ici 2025. Mais la part de l'Europe occidentale va rétrécir à moins de 10% contre le double il n'y a que quelques années, rappelle PwC.

L'autre vecteur de dépenses, notamment en Chine, en Inde, au Ghana, au Nigeria et aux Philippines sera l'urbanisation, l'adduction d'eau, l'électricité, les transports. Dans la détermination des équipements sociaux à construire, PwC note un rôle majeur de la démographie.

Noël Ndong

EBOLA

Des experts chinois et du matériel médical partent pour l'Afrique

Alors que le virus mortel Ebola sévit en Afrique de l'Ouest, la Chine n'hésite pas à tendre la main en envoyant des équipes d'experts et du matériel médical vers les pays endémiques de la région pour les aider à lutter contre ce fléau.

Envoi d'experts chinois en Afrique

Trois contingents composés de neuf experts chinois en contrôle des maladies sont successivement partis de dimanche à lundi pour la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, trois pays ouest-africains affectés par le virus Ebola.

Selon la Commission nationale de la santé et du planning familial de Chine, c'est la première fois que la Chine envoie des équipes d'experts dans les trois pays pour aider à prévenir et contrôler le virus Ebola. Chaque équipe médicale est composée d'un épidémiologiste et de deux spécialistes en désinfection et en prévention, issus du Centre pour le contrôle et la prévention des maladies et d'autres institutions de la Chine.

Les experts chinois formeront des travailleurs médicaux locaux et aideront les ambassades chinoises dans ces pays à distribuer du matériel médical, a expliqué Sun Hui, un membre des équipes médicales.

Ils aideront également les ressortissants chinois dans ces pays à améliorer la prévention et le contrôle de la maladie, a-t-il ajouté.

Offre de matériel médical et de dons

Des avions charter ont décollé dimanche après-midi de la Chine transportant du matériel médical à destination de la Guinée, du Liberia et de la Sierra Leone, pays touchés par le virus Ebola.

Ce lot de matériel, d'une valeur de 4,9 millions de dollars, sera principalement destiné à la désinfection et au traitement de cette épidémie mortelle, a fait savoir la commission, avant d'ajouter que c'est la première fois que la Chine a réagi sur les plans tant personnel que matériel dans des pays étrangers endémiques à la suite du déclenchement d'une urgence de santé.

Selon l'ambassadeur de la Chine en Guinée, Bian Jianqiang, cette offre chinoise répond à l'appel lancé par les trois pays et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) lors de leur récente rencontre consacrée à la gestion du virus Ebola, tenue à Conakry, capitale guinéenne.

« Le gouvernement chinois a décidé d'accorder un nouveau don de matériels sanitaires, estimé à 30 millions de yuans, soit 4,9 millions de dollars, et chaque pays bénéficiaire obtiendra dix millions de yuans », a précisé le diplomate.

Fait à noter, le gouvernement chinois avait déjà offert en avril du matériel médical d'une valeur d'un million de yuans (160.000 dollars) à chacun des trois pays. En outre, dès l'apparition confirmée du virus Ebola, la Chine avait accordé, à travers sa Croix-Rouge, un don de 50.000 dollars à la Croix-Rouge guinéenne.

Les équipes médicales chinoises restent en Afrique

L'épidémie de fièvre hémorragique Ebola constitue « une urgence de santé publique de portée mondiale », a annoncé vendredi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Genève.

Cette épidémie est « la plus importante et la plus sévère » depuis quatre décennies, a indiqué la directrice générale de l'OMS, le Dr Margaret Chan. Alors que le virus Ebola a fauché plus de mille âmes en Afrique de l'Ouest, principalement en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, les équipes médicales chinoises sédentaires dans les trois pays africains, auxquelles s'ajouteront les nouveaux experts chinois, ont choisi d'y rester.

En Guinée, le 17 mars, l'hôpital d'amitié sino-guinéen a reçu le premier malade présentant des symptômes de la fièvre hémorragique. Celui-ci est décédé quelques jours plus tard et son infection au virus Ebola a éventuellement été confirmée. Six des neuf membres du personnel de l'hôpital ayant traité le malade sont morts quelques jours plus tard. Sur ces neuf médecins figurent deux membres de l'équipe chinoise, qui compte au total 19 personnes. Mis en quarantaine, les deux médecins chinois se trouvent jusqu'ici dans un état stable, fort heureusement.

En Sierra Leone, l'équipe médicale chinoise poursuit son travail à l'hôpital situé dans la capitale depuis l'apparition de l'épidémie, tandis qu'au Liberia, les médecins chinois continuent de soigner des cas urgents dans l'hôpital de la capitale, malgré le retrait de leurs homologues américains et égyptiens.

Xinhua

Communiqué

Plusieurs contrefacteurs (pirates) ont été condamnés par décisions de justice pour avoir reproduit et/ou utilisé illégalement la marque Sage ou ses logiciels.

La société Sage, un des principaux éditeurs mondiaux de logiciels de gestion professionnels, porte à votre connaissance le résultat des actions en justice qu'elle a menées ces derniers mois contre des sociétés pirates.

Les dommages et intérêts et/ou amendes s'élèvent à plusieurs milliers d'euros et des peines de prison ont également été infligées.

Sage rappelle que les logiciels sont protégés par le Droit d'Auteur. Copier, distribuer, télécharger ou vendre des logiciels sans l'autorisation de l'éditeur constituent des actes de contrefaçon passibles de peines de prison et d'amendes.

Vous avez un logiciel piraté ?

Vous encourez de graves conséquences techniques, financières et juridiques. Ne prenez pas ce risque et régularisez votre situation dès à présent.

Mettez-vous en conformité avant le 20 septembre 2014. Passé cette date, Sage entreprendra les actions judiciaires nécessaires pour faire respecter ses droits.

Pour plus d'information, contactez votre revendeur local :

- MTI : 06 629 11 68 / 05 553 16 10
- SOFTWARE SOLUTIONS : 05 301 00 19 / 05 301 93 68

CALENDRIER DES ÉLECTIONS LOCALES

L'abbé Malumalu pas prêt à revoir sa copie

Le président de la Céni a indiqué, au cours d'une conférence tenue à Goma, que seule son institution conduit le train des élections en RDC et qu'elle ne cédera à aucune menace, ni intimidation pour changer ses prévisions électorales.



L'abbé Apollinaire Malumalu

Acculé par une opposition politique qui tient à le voir rendre tablier, l'abbé Apollinaire Malu Malu a choisi le cadre d'une rencontre avec les organisations de la société civile du Nord-Kivu et les partis politiques à Goma pour répondre, pour la énième fois, à ses détracteurs. Ces échanges organisés le 9 août devraient permettre d'avoir une perception plausible sur la problématique de fiabilisation du fichier électoral et celle de la cartographie lancée depuis quelques mois sur l'ensemble du pays. Profitant de l'occasion, le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) en a profité pour recadrer le débat engagé par l'opposition et la communauté internationale au sujet de l'élaboration d'un calendrier global intégrant les scrutins législatifs et présidentielle.

Là-dessus, les propos du prélat catholique ont été clairs. Il ne changera pas d'un iota ses prévisions d'autant plus que personne, a-t-il déclaré, n'a le droit de l'y contraindre. Pour l'abbé Malumalu, seule son institution est habilitée à conduire le processus électoral en RDC et toute pression ou intimidation, d'où qu'elles viennent, sont sans objet. Le calendrier des élections locales de 2015 tel que publié ne sera pas changé, a-t-il indiqué.

« La Céni n'a pas de souffleur et ne peut recevoir une quelconque pression », a martelé l'abbé Apollinaire Malumalu tout en faisant observer que son travail consiste à organiser et assurer la régularité des élections. Il est hors de question pour la Céni de partager cette prérogative avec qui que ce soit, fût-il l'envoyé spécial de Barack Obama dans les Grands lacs. L'on se souvient que lors de son récent passage en RDC, Russ Feingold avait insisté pour que soit publié un calendrier consensuel et inclusif incluant même les élections de 2016, tirant à son appui le prétexte de garantie et d'assurance à donner à la population. « La Céni ne cédera à aucune pression », s'est contenté de rassurer l'abbé président qui a maille à partir avec une frange de l'opposition radicale en croisade judiciaire contre lui pour « atteinte » aux droits garantis aux particuliers et surtout la violation des lois de la République. Non convaincue par les réponses de l'abbé Apollinaire Malumalu, l'opposition continue de croire à une stratégie que concocterait l'homme de Dieu pour assurer à Joseph Kabila un troisième mandat au-delà de 2016 via des scrutins tronqués.

Alain Diasso

BANCARISATION DE LA PAIE

La phase difficile de la réforme

Plus de trois ans après, le processus initié un certain mois d'août devrait franchir une nouvelle étape avec le retrait de l'État de la prise en charge des comptes opérationnels appartenant aux agents et fonctionnaires.

Après la confiance des bénéficiaires en cette réforme majeure réalisée sans une assistance technique extérieure, la gestion de comptes doit passer désormais sous la responsabilité des bénéficiaires eux-mêmes, en l'occurrence les agents et fonctionnaires de l'État. En ce mois d'août d'ailleurs fort symbolique, le bilan tiré jusque-là demeure plutôt positif. En effet, la bancarisation de la paie du personnel public a permis de mettre fin à la perception régulière, en rendant possible le versement des salaires dans leur totalité. Au-delà, l'État a pu avoir une maîtrise de ses effectifs et surtout de la masse salariale. Il n'y a plus de prétexte à toute sorte de prélèvements sur les salaires au titre, par exemple, des frais de transports. Auparavant, lors de la paie manuelle, l'on pouvait compter jusqu'à une dizaine d'intervenants entre le trésor et le bénéficiaire.

Cette bancarisation a permis également de mettre fin également au mythe qui voulait que les banques soient considérées en RDC comme l'apanage des riches et des opérateurs économiques, un pas déterminant dans l'intégration financière plus inclusive. L'ouverture des comptes bancaires a eu pour effet de contribuer à la hausse du taux de bancarisation, et même de mettre à la disposition des agents et fonctionnaires tous les avantages possibles, notamment le crédit, les cartes

bancaires, le découvert bancaire, etc. Selon les sources bancaires, l'on a approché les 600 000 comptes ouverts, hormis ceux des policiers et militaires. En y intégrant ces derniers effectifs, l'on approcherait le million de nouveaux clients.

Avec cette vague de nouveaux clients, la réforme n'est pas encore arrivée à son terme d'autant qu'elle doit s'étendre progressivement sur l'étendue du territoire national. En juillet dernier, près de 74% d'agents et fonctionnaires étaient payés par voie bancaire. S'il est vrai qu'il y a encore du chemin à parcourir, il est tout aussi vrai que l'appropriation du processus par les bénéficiaires eux-mêmes ne sera pas facile. L'idée est de les pousser à profiter du secteur bancaire et à se prendre en charge. Selon l'accord conclu entre l'État et les banques, il était prévu une rétribution des prestations des banques en matière de paie des agents et fonctionnaires. Le montant arrêté couvrait l'ouverture et la gestion des comptes. Pour nombre d'analystes financiers, il est important de mettre toutes les batteries en marche pour sensibiliser suffisamment les bénéficiaires des services bancaires, et il revient au gouvernement de veiller à ce que les frais à dégager ne constituent pas un poids qui viendrait davantage asphyxier les agents à revenu modeste.

Laurent Essolomwa

INTERVIEW

Junior Kayembe : « Le plus grand apport de ce programme est la mise en réseau des jeunes africains »

Junior Kayembe N'kashama fait partie des cinq cents jeunes leaders africains, dont douze Congolais, sélectionnés par le département d'État américain dans le cadre du programme « Young african leaders initiative » (Yali) et qui se sont entretenus avec Barack Obama, en marge du sommet États-Unis-Afrique à Washington. Il fait également partie des cent jeunes qui poursuivent un stage de deux mois dans le Center for international private enterprise.

Les Dépêches de Brazzaville : Pourriez-vous nous décrire votre parcours académique et professionnel ?

Junior Kayembe : je suis détenteur d'une licence en droit privé et judiciaire. Sans emploi formel pendant deux ans après mes études, j'en ai profité pour mettre en valeur mes talents d'artiste. J'ai eu l'opportunité de tourner avec mon groupe dans l'Afrique des Grands lacs. Finalement, avec l'aide des amis, j'ai monté une ONG qui œuvrait pour la promotion et l'encadrement des jeunes artistes. Delà, j'ai été embauché par une ONG internationale et, par la suite, recruté par concours pour le programme « Jeunes professionnels » initié par le gouvernement en vue du rajoinissement de la Fonction publique et dont le critère de préqualification était d'avoir eu ses diplômes universitaires avec la mention distinction. Depuis, j'exerce comme chargé de passation des marchés dans une institution publique.

LDB : De quelle manière avez-vous été sélectionné dans le programme Yali ?

JK : C'est dans le milieu professionnel que j'ai entendu parler du programme « Young African Leaders Initiative », initié par le Département d'État américain visant à inviter aux USA, après concours, cinq cents jeunes en vue d'une formation en business et entrepreneuriat, l'engagement civique et la gestion des affaires publiques. La formation a été dispensée dans vingt des meilleures universités de ce pays. Pour être présélectionné, il fallait postuler en ligne en complétant un formulaire qui, en plus de l'identité, requérait de produire trois essais. Le premier devait dire de quelle manière vous avez contribué à un changement dans votre milieu professionnel ou communautaire, le deuxième devait présenter comment le postulant pense utiliser les compétences acquises grâce à ce programme et le dernier devait comporter les arguments du candidat sur l'impact du stage sur l'amélioration de sa manière de travailler dans le futur. Seuls cent candidats parmi les cinq cents sectionnés étaient susceptibles d'être retenus pour le stage. Et j'ai l'honneur d'en faire partie. Et c'est la raison pour laquelle, après le retour de la plupart des autres « Fellows », je reste pour un stage de deux mois à Washington dans le « Center for International Private Enterprise ». Pour revenir à la sélection, un mois après avoir postulé par écrit, j'ai comme 800 autres jeunes congolais reçus un mail m'invitant à venir passer l'interview. C'est au moment de l'interview que nous avons appris que nous avons été



Junior Kayembe

60 000 jeunes africains à postuler sur toute l'étendue de l'Afrique dont mille deux cents Congolais. Et finalement, seuls douze Congolais ont été sélectionnés dont deux pour un stage. Il est à noter que tout s'est déroulé en Anglais.

LDB : Que reprenez-vous de cette expérience américaine ?

JK : j'en sors grandi sur le plan humain, intellectuel et professionnel. Sur le plan humain, voyager est déjà une expérience en soi. D'où, venir aux USA a été une occasion d'apprendre sur comment les choses se font ailleurs juste en observant. D'autre part, sur le plan intellectuel, je me suis construit. Les cours étaient d'un excellent niveau avec une claire emphase sur la pratique et la théorie. J'ai énormément appris en termes de gestion de « public management » dans l'une des meilleures universités des USA, l'Université du Minnesota. J'ai retenu le concept de « Grand Challenge » et j'ai compris que la plupart des défis auxquels notre pays fait face en portent la caractéristique, vue leur complexité et le fait qu'ils requièrent une expertise diverse et le concours de tous pour y faire face et ainsi réaliser le bien-être commun. Enfin, sur le plan professionnel, car je travaille dans une organisation américaine qui évolue selon des normes modernes de gestion. C'est une excellence occasion pour moi d'acquérir un autre savoir-faire qui me servira à mon retour au pays. Aussi surprenant que cela vous paraîtra, ce programme m'a permis de découvrir l'Afrique ! Je n'avais jamais eu l'occasion de rencontrer autant de jeunes africains de différentes nationalités et culture. Et surtout, cela m'a renforcé dans ma conviction que l'Afrique s'en sortira. En effet, j'ai rencontré d'autres jeunes avec des parcours impressionnants malgré leur âge. Et c'est cette qualité des jeunes dont ce continent a besoin pour s'en sortir. Au-delà de ce qui précède, ce programme m'a permis de rencontrer de hautes personnalités des USA. Je me suis retrouvé à quelques mètres de Barack Obama, j'ai serré la main de Michelle Obama, parlé à John Kerry, discuté avec le congressman Keith Ellison, et j'ai eu comme enseignants des grands intellectuels de ce pays. Mais l'important n'est pas seule-

ment de les avoir rencontrés mais également d'apprendre d'eux en les entendant parler des défis auxquels ils ont fait face avant d'arriver ou ils sont aujourd'hui. Il n'y a pas de meilleure leçon.

LDB : Comment comptez-vous mettre cette expérience au service de la RDC ?

JK : Le pays ne peut que profiter de ce programme. En premier, ma manière de travailler va sensiblement s'améliorer grâce à l'expertise acquise via ce programme. D'autre part, je compte partager cette expérience autant que possible avec mes pairs ainsi que tout jeune avec lequel je pourrais interagir.

LDB : Quel a été, selon vous, l'importance de ce programme ?

JK : Le plus grand apport de ce programme est la mise en réseau des jeunes africains épris de l'idéal d'apporter le changement sur le continent. Ce jeunes, reliés entre eux en réseau, constituent une force qui peut faire mouvoir des montagnes. Donc, je soutiens à 100% cette initiative qui consiste à créer des réseaux de proximité dans le grand réseau composé de tous les jeunes africains qui, il faut le signaler, renferment même, les jeunes qui n'ont pas été sélectionnés mais qui se sentent motivés pour apporter le changement dans le sens du bien-être de leur communauté.

LDB : Avez-vous un message pour la jeunesse congolaise ?

JK : La jeunesse congolaise peut substantiellement contribuer au développement du pays en commençant par se rendre compte que c'est elle le levier qui amènera ce pays à un autre niveau. En premier, vu leur nombre (70% de la population) et en second vu l'effet du temps. Un jour ou l'autre les rênes de ce pays leur échoiront. La question est de savoir, le moment venu, ce qu'ils feront pour ne pas subir les critiques que nous ne nous privons pas de formuler à l'encontre des aînés. Pour ce faire, des séances de sensibilisation et surtout de renforcement de capacité en termes de leadership seront nécessaires. Malgré les défis auxquels nous faisons face, nous pouvons améliorer les choses grâce à notre volonté.

Dani Ndungidi

AGRICULTURE

Les dirigeants africains se prononcent pour l'éradication de la faim d'ici 2015

Dans la déclaration de Malabo, les chefs d'États se sont engagés à renouveler l'adhésion du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PPDAA).

Les dirigeants africains ont convenu unanimement, au cours de la 23e session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine qui s'est tenue à Malabo, en Guinée Équatoriale, à investir dans l'agriculture afin d'éradiquer la pauvreté et réduire de moitié la pauvreté d'ici 2025, rapporte un communiqué d'African press organization (APO). De façon concrète, ils ont convenu d'accroître le financement d'investissements tant publics que privés dans l'agriculture, d'éradiquer la faim en Afrique d'ici 2025 grâce, entre autres, à une croissance et à une transformation du secteur agricole. Aussi se sont-ils engagés à stimuler le commerce intra-africain des produits et services agricoles, à améliorer la résilience des moyens de subsistance et des systèmes de production face aux change-

ments et à la variabilité climatiques et autres risques connexes et à s'engager à une responsabilisation mutuelle sur le plan des actions et des résultats. Dans sa déclaration, la présidente de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini Zuma, a estimé qu'une accélération de la croissance est essentielle si les Africains, à tous les niveaux, souhaitent réaliser leurs aspirations à la prospérité. « *Il est temps pour les chefs d'État de placer l'agriculture au premier plan des priorités nationales en termes de développement et d'ouvrir la voie afin d'offrir à leurs peuples un développement assuré. La prospérité est à portée de main - elle est entre nos mains* », a-t-elle déclaré, tout en les invitant à franchir le cap de la déclaration afin de passer aux actes. En outre, les dirigeants africains se sont engagés à se donner de nouvelles priorités et à

s'imposer de nouvelles stratégies et des objectifs concrets pour la croissance induite par l'agriculture afin d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en vue d'une prospérité partagée pour leurs peuples. Pour sa part, l'Union africaine va stimuler et évaluer, grâce au PPDAA, les progrès. Et de ce fait, les pays et leurs dirigeants sont tenus responsables des résultats. En même temps, ils sont appelés à mettre en place immédiatement une conception de stratégie et une feuille de route pour la mise en œuvre de ces commentaires. Pour l'Afrique, conclut cette déclaration, l'agriculture est la solution à long terme des problèmes liés au développement social et économique, parmi lesquels comptent la sécurité alimentaire, le chômage des jeunes, l'inégalité des sexes et le changement climatique.

Gypsie Oïssa Tambwe

TRANSPORT EN COMMUN

Les wewa résistent à la décision de l'autorité urbaine



Les taxis-motos travaillent en dehors des heures de service indiquées par le gouverneur afin de contenir l'insécurité qui va grandissante dans la ville.

Des taxis-motos sont toujours visibles dans les artères de Kinshasa en dehors des heures réglementaires fixées par le gouverneur de la ville-province. Pendant ces temps, ils fonctionnent dans la clandestinité, évitant des arrêts et autres endroits fréquentés. Cette situation est également soutenue par les usagers de ce moyen de transport, qui appellent l'autorité à repenser cette mesure, compte tenu des services que ces taxis-motos leur rendent. « *Ces moyens de transport nous servent, surtout pendant ces heures tardives où les véhicules sont difficiles à trouver* », tentent-ils de justifier. Pour certains, en effet, l'autorité devrait chercher à encadrer ce nouveau corps de motocyclistes, qui constitue une réalité actuelle pour la ville-province au lieu de chercher à le bloquer par des

décisions qui, selon eux, ne résolvent pas le problème.

La loi est dure mais c'est la loi

Après leur grève du 5 août, les « wewa » ont notamment plaidé pour la cessation de service à vingt-deux heures au plus tard. Cette association a sollicité de l'autorité la prolongation du temps de travail. L'exécutif provincial de son côté a promis une réponse dans un délai bref. Mais, en attendant, la décision prise reste en vigueur étant donné que les raisons qui ont milité à la prise de cette mesure restent d'actualité. Cette décision du gouverneur de la ville, qui a été réitérée dans son message à la population de Matete, le 1er août, à l'occasion de l'inauguration du monument de l'Espoir marquant les soixante ans de cette municipalité vise à contenir l'insécurité créée par des malfrats qui utilisent des motos pour opérer. Dans son message, le maire de la ville-province de Kinshasa a indiqué que cette décision n'était que provisoire, le temps de juguler cette insécurité. Outre la mesure de l'interdiction

Des taxis-motos à Matete-Photo Adiac

à tous motocyclistes de circuler sur le boulevard du 30 Juin ou les grandes artères de la ville, le gouverneur André Kimbuta Yango a encore interdit à ces derniers de circuler au-delà de 19 heures ni avant cinq heures. D'après le numéro 1 de la capitale, beaucoup de cas d'insécurité enregistrés ont comme auteurs les motocyclistes assimilés aux « wewa ». En plus de cette mesure, la plaque d'immatriculation est obligatoire pour tous les taxis-motos dont les conducteurs doivent porter des casques et des gilets marqués de numéros attribués par l'Hôtel de ville. Le port du casque est également obligatoire pour le client pris sur la moto. En attendant, ceux qui ont la malchance d'être appréhendés par les policiers de circulation routière se rendent compte de la rigueur de la loi, à moins qu'ils aient des mains tendres pour les corrompre. Par ailleurs, le gouverneur a également interdit la circulation sur les rues de Kinshasa des véhicules sans plaque d'immatriculation.

Lucien Dianzenza

MODE ET COUTURE

Le design textile au service du tourisme

Finaliste en conception textile, plus précisément en option design textile, stylisme et création de mode, Lwanzo Kivaya a conçu un échantillon de différentes sortes de sacs et un polo, la gamme de produits qui met des têtes brodées en exergue sont à proposer aux touristes de passage en RDC.

Présentées au public à l'exposition Futur D tenue dans la salle de l'Institut supérieur des



Une des pochettes à tête brodée en jean de Lwanzo

arts et métiers (Isam) à la fin du mois de juillet, les créations de Lwanzo Kivaya portaient sur un travail de dessins de broderie. Ayant choisi de se focaliser sur la broderie industrielle, l'étudiante exposant entre six autres collègues proposait des produits sur lesquels apparaissaient des têtes. Fruits de son imagination qu'elle s'est plu à dessiner puis styler, en fonction de sa sensibilité prenant soin d'y joindre un petit slogan à chaque fois en dessous.

Enseignant et guide de l'exposition, Cédric Nzolo a expliqué aux Dépêches de Brazzaville que le travail de Lwanzo Kivaya « *est beaucoup plus basé sur la manière dont le designer peut intervenir sur le produit du tourisme* ». Pour ce faire, il lui fallait concevoir des produits qui puissent faire office d'objets souvenirs. Dès lors, il lui restait à trouver ce qui conviendrait à offrir ou présenter « *aux étrangers qui viennent nous voir* ». Pour cela, elle se devait de déterminer le genre de produits susceptibles de témoigner essentiellement de l'aspect touristique.

Et donc, les réalisations, tel qu'à pris soin de nous l'expliquer le designer précité portaient sur « *quelques essais d'impressions au niveau des têtes avec des points mais aussi des points répétés en termes de nomination* ». Et Cédric Nzolo de renchérir : « *Cette application est directement répercutée sur un sac. Et pour le sac, il y a une pièce dont le découpage est pensée être brodée dans les découpes. Une fois que c'est brodé, elle fait son travail de styliste. Au final, le produit peut être vendu, répertorié, redynamisé de sorte à témoigner de l'apport des produits du stylisme* ». Aux côtés des sacs exposés un mannequin portant un polo brodé de la même manière, juste les mêmes têtes reprises sur un support différent, de la broderie sur maille ou sur tissu réalisé sur des vêtements.

Lwanzo Kivaya avait également exposé des échantillons de sacs qui devraient accueillir des broderies plus tard. Cédric Nzolo a soutenu que ces créations réalisées « *avec du tissu jean sont à retravailler pour une série ultérieure* ». Et il précise ici que « *l'idée c'est de créer des accessoires assez urbains, parce que le jean est complètement dans l'idée de l'urbanité et de la civilité. Il y a donc une pochette assez grosse qui peut accueillir un ordinateur des notes ou tout ce que l'on veut, faite avec des tonalités assez frappantes, du bleu, du jaune et du rouge pour rester dans cette idée de lignes qu'elle a lancée* ».

Nioni Masela

FOOTBALL-TRANSFERT

Yves Diba prêté à Al Kharitiyath par Al Saliya au Qatar

Prêté par Al Saliya suite au nombre de quota d'étrangers dans un club au Qatar qui décroît de quatre à trois, Yves Diba va évoluer à Al Kharitiyath, en compagnie du Sénégalais Issiar Dia, sous l'entraîneur Bertrand Marchand.

L'attaquant international congolais, Yves Diba Ilunga, d'Al Saliya au Qatar a été prêté jusqu'en décembre 2014 à Al Kharitiyath toujours au championnat qatari où il jouera à côté de l'international sénégalais Issiar Dia (ancien d'Amiens et Nancy Lorraine en France, de Fenerbahçe en Turquie et de Lekhwiya au Qatar) pour former la paire d'attaque d'Al Kharitiyath. Yves Diba a été cédé à cette équipe suite à la diminution du quota d'étrangers dans un club au Qatar qui passe de quatre à trois étrangers dans un club de football. Aussitôt arrivé, l'ancien buteur de Lupopo, formé à Mikishi et passé par V.Club (où il a été surnommé l'Ours), Narjan et Al Raed (où il a été surnommé Tigre) en Arabie Saoudite, fait parler déjà sa puissance et son sens aigu de buteur. Et il a tapé dans l'œil exercé de l'entraîneur Bertrand Marchand d'Al Kharitiyath

qui le compare au meilleur buteur français encore en activité, Bafetimbi Gomis, transféré cet été de Lyon en France à Swansea en Angleterre. Bertrand Marchand a été entraîneur de Stade Rennais B, de Guingamp en France, du Club africain et de l'Étoile du Sahel en Tunisie, de Raja de Casablanca au Maroc, d'Al Khor et Umm Salal au Qatar. Il a aussi été sélectionneur de la Tunisie. Actuellement, Yves Diba est en préparation avec son nouveau club en Turquie avant l'ouverture du championnat de Qatar. Pour rappel, Yves Diba a été éloigné de terrain pendant plusieurs mois pour une blessure au niveau des métatarses. Il s'est rétabli et a été en stage de préparation avec Al Saliya en Allemagne, avant finalement de prendre la direction d'Al Kharitiyath. Il pourra être précieux pour le staff technique de la sélection de la RDC lors du match contre le Cameroun le premier week-end du mois de septembre dans le cadre de la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations Maroc 2015. La RDC affronte le Cameroun à l'ouverture.

Martin Enyimo

MTN SUMMER TALENTS», UN CONCENTRÉ DE TALENTS!

Fidèle à sa vocation citoyenne et sociale, MTN offre aux jeunes congolais la possibilité de se divertir et de s'instruire pendant les vacances scolaires. A travers l'opération MTN SUMMER TALENTS, l'accent est mis cette année sur les activités artistiques et la créativité.

Des activités pour les jeunes, mais aussi pour les familles et les tout-petits, pour que toutes les générations puissent se retrouver et partager des bons moments.

C'est donc une large palette de loisirs que propose le MTN SUMMER TALENTS 2014, tous les jours, du samedi 9 août au dimanche 14 septembre, de 10 heures le matin à minuit, au stade Félix Eboué de Brazzaville :

Sept ateliers d'initiation artistique pour les jeunes de 6 à 18 ans. Au programme : comédie théâtrale, slam, bande-dessinée, chant choral, danse hip-hop, musique et lecture. Avec des animateurs professeurs confirmés, des groupes de douze participants au maximum, des sessions d'initiation d'une heure par jour sur quatre jours (du mardi au vendredi) et pour trois tranches d'âges. Ce sont donc 1 300 jeunes qui seront initiés durant les cinq semaines du MTN SUMMER TALENTS. Inscrivez vos enfants dès ce week-end (au stade Eboué) !

Plus de cinquante spectacles musicaux, concerts live et shows de DJ, avec des stars et des groupes locaux confirmés, illustrant la diversité de la scène congolaise, de la chanson aux musiques urbaines, en passant par le reggae, le zouk et le typique. Tous les soirs, du mardi au dimanche, pendant les cinq semaines du MTN SUMMER TALENTS.



Des stands de jeux installés au bénéfice des visiteurs du foire



Des surprises au programme, réservez vos soirées !

Une scène ouverte aux artistes en herbe. Pour que chacun, jeune ou moins jeune, puisse venir exprimer son TALENT sur la scène et face au public. Tous les mercredis, jeudis, vendredis. Pendant une heure, en avant-spectacle.



Et bien sûr une ambiance de fête comme MTN sait la faire ! Des espaces de jeux. Des concours, des cadeaux. Des restos pour partager de bons moments, des boutiques pour se faire plaisir. Et le MTN Mobile Money pour payer vos achats en toute tranquillité et sécurité depuis votre mobile.

Du 9 août au 14 septembre, c'est la fête des petits et des grands au MTN SUMMER TALENTS !

MTN everywhere you go !!!



Les visiteurs curieux en train de vivre des spectacles en live

CRIMINALITÉ

La police recherche les auteurs

Trois membres d'une famille ont été froidement abattus par un assaillant à l'aide d'une machette : un enfant plus deux adultes. L'acte a eu lieu dans la nuit du 6 au 7 août, précisément dans le premier arrondissement Lumumba.

Interpellé, le directeur départemental de la police, Victor Gaëtan Oborabassi, a animé un point de presse le mardi 12 août pour rassurer la population sur la détermination de la force publique à arrêter l'auteur ou les auteurs de cet acte. Les Ponténégrins continuent de s'interroger sur les circonstances de ce triple assassinat. Car lors de la descente sur les lieux du directeur général de la police, le constat a établi que rien n'a été emporté sur les lieux du crime. Contrairement donc aux voleurs habituels, celui-ci ou ceux-ci n'ont rien emporté sur les lieux. En effet, la police a retrouvé 109.000 FCFA sur l'une des victimes ainsi que divers objets de valeur : une montre, les cartes bancaires, deux téléphones de haute facture, des paires de chaussures, des appareils électroménagers et un poste téléviseur à écran plasma. Une cellule d'enquête a été mise en place pour élucider les circonstances de cet



Le directeur départemental de la police de Pointe-Noire et du Kouilou

assassinat. Selon la police, la femme blessée, qui avait été précipitamment conduite à l'hôpital, serait hors de danger. Le directeur départemental de la police de Pointe-Noire et du Kouilou lance un vibrant appel aux populations

afin d'aider la police dans sa tâche quotidienne de sécurisation des personnes et des biens en dénonçant sans complaisance au niveau des quartiers et blocs, des personnes suspectes.

Faustin Akono

DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

«la formation des cadres est un investissement à long terme», selon Yvonne Dzimba

Cette femme, cadre du Service national de reboisement à Pointe-Noire, l'a indiqué dans un entretien avec les Dépêches de Brazzaville. Elle commentait les recommandations du séminaire sur le développement durable organisé, en juillet, par le Cabinet de Management et Développement durable (M2D)

« Il faudrait que les entreprises prennent conscience de l'importance de la formation des cadres qui animent leurs structures parce que la for-

mation est comme un investissement à long terme », a souligné Yvonne Dzimba avant d'expliquer que beaucoup de forums internationaux sur le développement durable se sont organisés au Congo, notamment en 2008 et en 2013 à Brazzaville. Mais ceux-ci n'ont pas comblé les attentes des participants dont nombreux ne maîtrisent pas toujours le concept «développement durable» pour plusieurs raisons. La donne a cependant changé après la formation offerte par l'expert en développement durable, l'Ivoirien Claver Sossou. « Dès le premier jour de la formation, j'avais émis comme vœu, la

maîtrise du concept développement durable. Maintenant je peux vous assurer que je sors de cette formation très contente parce que j'ai trouvé la solution à ce que je voulais mais qui était latent. Cette formation était pour moi comme un réveil parce que nous avons eu quatre jours d'échanges avec l'expert », s'est-elle réjouie.

Quatre agents du Service national de reboisement (SNR) de Pointe-Noire ont pris part à ce séminaire de quatre jours. « À l'issue de ce séminaire, nous allons faire des suggestions aux directeurs et décideurs de nos structures respectives afin de leur expliquer l'intérêt du développement durable dans l'entreprise. Nous étions quatre agents du SNR à avoir participé à cette formation. En retour nous allons vulgariser cette connaissance auprès des autres », a martelé Yvonne Dzimba. Définissant le concept, elle a indiqué que, le développement durable c'est faire de sorte que tout ce qui existe soit pérenne et il s'applique à toutes les couches sociales et dans tous les domaines. Cheffe de service des relations-extérieurs du SNR-Pointe-Noire, Yvonne Dzimba a, par ailleurs, remercié Prosper Ngoma, l'organisateur de ce séminaire, pour avoir favorisé un échange entre les cadres locaux et un expert étranger. « C'est cette intelligence acquise à la formation qui va changer les habitudes de l'entreprise et booster les affaires. La formation des cadres au sein de l'entreprise n'est pas une perte comme pense certains décideurs », a-t-elle conclu.

Charlem Léa Legnoki

Yvonne Dzimba «crédit photo adiac»



NGOYO

Trois fillettes meurent dans un incendie

Trois fillettes de trois ans chacune, des triplés à la naissance, ont succombé dans un incendie d'origine inconnue au quartier Ngoyo, le 6 août dernier. Ému par ce drame, l'honorable Raymond Isaac Follo, député de la circonscription unique de Ngoyo (Pointe-Noire) a décidé de soutenir moralement et matériellement la famille éplorée.

Il est 12 heures quand le feu embrase la maison de Stanislas Samba, un jeune congolais amputé de ses deux bras à la suite d'un grave accident de travail. En dépit des cris de détresse de ce dernier, quand commence le brasier, les trois fillettes n'ont pu être sauvées. Alertée, la maman qui tient un étal au marché n'est arrivée que pour constater l'irréparable.

Tout le quartier, les voisins, les parents, les amis n'ont toujours pas de mots pour qualifier le sort qui s'est abattu sur la famille de Stanislas Samba. Un fait du sort qui n'a pas laissé indifférent le député Raymond Isaac Follo qui est s'est rendu auprès de cette famille pour lui apporter le soutien dont elle a besoin. Un soutien moral accompagné d'une prise en charge de la quasi totalité des frais d'inhumation des corps des trois fillettes.

Ce drame ajoute à la série noire que vit la ville de Pointe-Noire depuis quelques jours. D'abord cet autre incendie qui s'est produit à Vindoulou, la semaine dernière, dans lequel six personnes ont perdu la vie. Ensuite le triple assassinat au quartier Socoprise où trois personnes ont été retrouvées mortes, visiblement égorgées à l'aide d'une machette, dans leur maison.

Hervé Brice Mampouya

PEEDU

Des réunions avec les populations affectées par les différents projets en cours

En séjour de travail à Pointe-Noire, Farel Mouyangou, chargé de missions sauvegarde environnementale et sociale au Peedu a dirigé deux réunions de consultations de personnes affectées par le projet Peedu (Projet Eau électricité et développement urbain).



Un chantier du Peedu à Pointe-Noire Crédit photo «Adiac»

La première réunion a eu lieu le 10 Août dans la Rue de la ceinture dans le 2e arrondissement Mvou Mvou et la seconde, le 11 Août à Mpaka sur la voie reliant Mpaka à Tchimani dans le 6e arrondissement Ngoyo. Elles ont regroupé les populations riveraines, les entreprises en charge des projets, les missions de contrôle... Ce, en présence d'Etienne Mabilia Taty, conseiller à l'urbanisme du maire de la ville et Bernard Paka Mabilia, directeur de la gestion foncière et urbanisme à la mairie de Pointe-Noire « Ces réunions ont eu pour but de recueillir les avis des populations riveraines des projets si elles ont toutes reçues des compensations pour qu'il n'y ait personne qui se plaigne d'avoir été oublié. En effet, quand les travaux ont commencé, il n'y avait pas assez d'impact mais au fur et à mesure de l'avancement des projets avec les travaux de voiries, de fouilles avec des engins, nous avons eu des situations où l'on a constaté des murs cassés ou des édifices ou ouvrages qui pouvaient être affectés », a dit Farel Mouyangou.

Ainsi, après échanges, Farel Mouyangou se réjouit que personne n'a été oublié ou omis et que les dommages causés ont été réparés à l'identique ou

plus. Par exemple, les maisons cassées ont été reconstruites à l'identique et toutes en matériaux durables « Nous avons demandé aux populations de garder son calme et il fallait attendre que les travaux atteignent un certain niveau pour procéder à la réparation puisque le projet fonctionne avec les clauses de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque mondiale avec sa politique opérationnelle qui dit que quand une personne est affectée, il faut lui trouver une mesure compensatoire pour continuer sa survie. C'est donc dans le respect de ces engagements environnementaux que nous avons procédé à ces réparations ».

Après la compensation, tous ces éléments seront insérés dans le plan succinct de réinstallation, un document qui détaille tout ce qui a été fait, les personnes affectées et compensées « Le plan succinct de réinstallation permet de se rendre compte que le projet n'a lésé personne bien au contraire que toutes les personnes touchées par les travaux ont été compensées sous quelque forme que ce soit », a conclu Farel Mouyangou.

H.B.M.

MODE

Les créatrices congolaises en compétition

L'évènement est organisé par le groupe Sorom color, une société de communication spécialisée dans le traitement de l'image et dans l'imprimerie numérique que dirige Romaric Oniangué. Ce concours de mode qui est à sa troisième édition est dénommé Sorom Fashion indépendance women (SFIW). La soirée qui s'est déroulée la semaine dernière à l'hôtel Olympic palace de Brazzaville, dédiée à l'Unité nationale, visait à promouvoir la créativité chez les jeunes filles congolaises.

Cet évènement culturel a suscité beaucoup d'engouement dans le milieu juvénile congolais. Il a rassemblé des jeunes stylistes congolaises dans un concours qui avait vu défiler des mannequins. Ils ont démontré leurs talents à travers leur propre création et marqué de leur empreinte cette soirée riche en couleurs. Il y a eu au total quinze mannequins, dont quatre hommes et onze femmes, qui se sont affrontés. Plusieurs prix ont été mis en compétition : Prix du meilleur mannequin homme ; prix Espoir ; prix du meilleur mannequin femme ; prix du meilleur accessoiriste et le prix du meilleur créateur.

Les spectateurs ont assisté tour à tour aux passages des mannequins habillés respectivement par : Symphorose, Lili Mavila, Galina, NJ, Corine, Adriana Talantsi. Le jury, composé de spécialistes, était présidé par madame Olympio.

Les meilleurs de la soirée

Guy Varcan, 1,90m, meilleur mannequin homme, a reçu la somme de 200.000 FCFA en

espèce, un congélateur et bien d'autres cadeaux en nature. Très content, il a souhaité se lancer dans une longue carrière. Le prix meilleur Espoir a été remis à mademoiselle Césairelle. Elle a gagné aussi beaucoup de lots. Le meilleur mannequin féminin, Chadou Nganga, a gagné une somme 300.000 FCFA offert par l'organisation ; 1.500.000 FCFA par la société Web vision ; un billet aller-retour Brazzaville-Paris- Brazzaville lui a été offert par ECAir ; la Bijouterie Diefaga a remis au meilleur mannequin féminin un bijou de 18 carats d'une valeur de 700.000 FCFA ; la maison comestible lui a offert ses produits de beauté d'une valeur de 700.000 FCFA.

Le prix de meilleure accessoiriste a été remis à madame Corine qui a présenté une collection dénommée prospect (la renaissance). Elle a bénéficié entre autres, du billet aller-retour Brazzaville- Dubaï- Brazzaville. Alors qu'Adriana Talantsi, meilleure styliste, a reçu la somme de 1.000.000 FCFA et bénéficié également d'un billet aller-retour Brazzaville- Paris-



Adriana Talantsi présentant ses créations

Brazzaville et bien d'autres lots. « C'était trop difficile, il y avait trop des jolies accessoires », a déclaré la présidente du jury. Aux meilleures stylistes, elle a dit que le jury était très surpris de voir le merveilleux travail qu'elles ont fait. « C'était très beau, mais le choix a été très difficile à faire. Mais finalement, nous avons décidé. », a commenté la présidente du jury. Une tombola a été organisée également pour la circonstance par la société de télécommunication Azur. Plusieurs prix ont

été mis en compétition. avec la possibilité de gagner un billet aller-retour Brazzaville- Paris- Brazzaville.

La soirée a été agrémentée par les artistes musiciens de l'Afropop Fashion, Doutché ; RCFA de la diaspora, ainsi que les cinq membres de Bana C4.

Signalons que Sorom Fashion indépendance women qui est un évènement culturel ayant pour objectif de mettre en exergue les talents des jeunes filles congolaises dans le domaine de la créativité, se tient chaque année à Brazzaville et ce, depuis

2012. Ainsi, la première édition a vu des jeunes filles novices, non qualifiées en la matière, faire des créations et concevoir elles-mêmes leurs tenues sur le thème « Congo » en s'inspirant de sa culture, de ses valeurs et de ses couleurs. Quant à la deuxième édition, en août 2013, ce sont des jeunes candidates passionnées de la mode qui ont rivalisé d'adresse en créant leurs tenues sur le thème « Afrique » et en s'inspirant de la culture, des tissus, de la mode et des tendances du continent.

Bruno Okokana

Original ou piraté ?

Dans les rues de Brazzaville, dans les échoppes, les magasins et les ateliers, il est largement fait recours à la contrefaçon, et le peuple en redemande !

Je suis resté un moment interloqué et j'ai dû me faire repréciser la question lorsqu'elle m'a été posée par le vendeur. Dans cette boutique de quartier qui ne paye vraiment pas de mine, je m'attendais à trouver l'objet de ma recherche. Il y avait là un tel fouillis que je n'avais aucun doute le pouvoir de trouver parmi les boîtes de clous, les tôles ondulées, brouettes et autres entrelacs de fers à béton et contre-plaqué le robinet qui demandait à être changé chez moi. D'où ma question simple et la réponse incroyable qu'elle suscita : Avez-vous des robinets ? Vous les voulez en original ou en piraté ?

Autrement dit, le quincailler me donnait à comprendre que ses stocks étaient constitués de pièces originales et d'autres trafiquées, mais toutes proposées aussi librement à la vente. Et du ton avec lequel il me répondait – l'innocence au service de l'efficacité ! – il ne semblait pas qu'il ait jamais entendu parler de contrefaçon. Et que dans d'autres pays – exemple de l'Italie – l'industrie

de la contrefaçon soit poursuivie à coups de fermetures d'ateliers clandestins, d'arrestation de vendeurs de faux produits de luxe ou de saisies des tonnes de produits contrefaits.

À Brazzaville, la contrefaçon a pignons sur rue. Et le citoyen semble le dernier à devoir la condamner tant les produits piratés sont rapides d'utilisation, moins chers et toujours disponibles. Un petit tour de marché m'a permis de voir que ce piratage recouvre absolument tout. Qu'il n'y a pas de pièce industrielle ou artisanale qui n'ait, en quelque sorte, son double imparfait.

Vous cherchez de l'aspirine, une batterie de voiture, une ampoule, un câble de démarrage, une pâte dentifrice ou même une savonnette antiseptique, il faut préciser, en fonction du budget que vous avez, si vous vous contenteriez d'une copie ou si vous tenez à l'original. Cette dernière qualité, c'est le produit tel qu'il est sorti d'usine et d'atelier, avec la réputation (dont il est permis de douter) qu'il durera plus longtemps, renfermera les excipients purs et les alliages les plus résistants.

Qui y gagne ? Tout le monde, m'a-t-on répondu. Le cachet d'aspirine « originale » est vendu en pharmacie. Le pharmacien y grève sa marge bénéficiaire, le

ministère du commerce sa taxe et tant d'autres frais utiles au fonctionnement de l'État. De sorte que la boîte la plus économique va coûter 4000F quand les « pharmaciens-par-terre » comme on dit en Afrique de l'Ouest ; « les bana-bilongo » ne se posent aucun problème du genre. Leurs stocks arrivent en fraude, sont écoulés au détail, et pas question de prétendre qu'une fiole censée contenir de la pénicilline n'est remplie que de fougou.

Ou que, au marché, la bouteille réputée de whisky pur malt n'est en fait qu'une proposition de thé à peine relevé. Vêtements, chaussures et produits alimentaires de tous types en sont là. Il faut faire du profit, c'est-à-dire se procurer à moindre frais ce que l'on écoulera avec le maximum de bénéfice. Cela peut aller loin. Au pont du Djoué, nous avons été le témoin d'une scène épique : des nageurs et piroguiers se livrant à une compétition digne des Jeux olympiques pour aller récupérer au fond de la rivière impétueuse des stocks de poulets périmés jetés là par un supermarché de la place. Qui veut parier que des brochettes de poulet bien parfumées ont été proposées aux abords de quelque bar de Makélékélé ce soir-là ?

Lucien Mpama

COUPE DU CONGO

Cara disputera la finale face à Diables noirs à Sibiti

C'est la décision qui ressort de la réunion tripartite du 12 août à Brazzaville entre le ministère des Sports et de l'éducation physique, le Comité national olympique et sportif congolais (CNOSC) et la Fédération congolaise de football (Fécofoot).

Le public sportif national est maintenant fixé. Il connaît désormais l'équipe qui va se mesurer aux Diablotins en finale de la Coupe du Congo. « Après concertation de ce jour, en présence des dirigeants de Cara et de l'Étoile, il a été retenu que les Aiglons joueront la finale de la Coupe du Congo le 14 à Sibiti », a fait savoir le premier vice-président de la Fécofoot, Guy Blaise Mayolas. Une décision déjà mentionnée dans l'avis d'homologation de la demi-finale retour, le 8 août.

Rien n'a donc changé sur ce que la Fécofoot avait prévu. Puisque le Cnosc qui, le 11 août, avait reçu mandat du ministre des Sports, de prendre une décision judiciaire à ce sujet, n'a pas disposé du temps pour consulter son organe juridique qu'est la Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport. Celle-ci n'avait que 24 heures pour trancher. C'est ce que le représentant du président de Cnosc, André Blaise Bolé, a fait savoir. Le ministre des Sports était donc obligé d'élargir cette réunion aux dirigeants de Cara et de l'Étoile du Congo. Pour ce faire, les travaux ont été suspendus d'une heure, le temps de les attendre. Leur arrivée a relancé les pourparlers. Chaque camp a défendu sa position. À la fin, c'est la décision de la Fécofoot qui a triomphé même si elle a été illégale par les Stelliens qui n'ont cessé de brandir les textes réglémentant le football au Congo. « Vous devez prendre toutes les dispositions pour qu'il n'y ait que deux équipes sur l'aire de jeu. Tout trouble à l'ordre sera de votre responsabilité et la loi sera appliquée sans complaisance », a averti le ministre des Sports. Une mise en garde qui ne relève pas du hasard puisque les supporters de l'Étoile du Congo sont visiblement déterminés à faire le déplacement de Sibiti pour exprimer vivement leur mécontentement. Déjà qu'à l'issue des travaux, qui ont eu lieu à huis clos, les supporters d'Étoile ont crié au complot et manifesté leur ras-le-bol par des jets de pierres. La police, présente sur les lieux, a dû ramener l'ordre et le calme.

« Le comble dans cette affaire, c'est que Cara qui a triché avec la complicité de la Fécofoot ne paiera même pas une amende. Surtout, les deux joueurs frauduleusement alignés lors de la demi-finale aller qui seront sur l'aire de jeu en finale face à Diables noirs. Cette décision traduit la volonté manifeste de la Fécofoot de tuer le football congolais », a déclaré le président de la section football de l'Étoile, Christian Longangué.

Rominique Nerplat Makaya